

*l'Anti*capitaliste

n°288 | 7 mai 2015 — 1,20€

l'hebdomadaire du NPA ~ www.NPA2009.org

AUSTÉRITÉ, CHÔMAGE, GUERRES...

HOLLANDE

3 ans au service du Medef



Dossier

**8 mai 1945:
le maintien de
l'ordre...** pages 6 et 7

ÉDITO

Silence, on viole!
Page 2

PREMIER PLAN

**Népal: la catastrophe ne
fait que commencer**
Page 2



ACTU POLITIQUE

**FN: tout changer pour que pas
grand-chose ne change?**
Page 4

LIBRE EXPRESSION

**École et pédagogie, entretien
avec Grégory Chambat**
Page 12



édito

Par SANDRA DEMARCQ

Silence, on viole!

Il aura fallu la publication d'un rapport secret de l'ONU par le journal *The Guardian* pour apprendre que des militaires français de l'opération Sangaris en Centrafrique étaient accusés d'agressions sexuelles et de viols sur enfants. Cela « en échange » de nourriture et d'argent, dans des camps que ces soldats étaient censés protéger... L'affaire a tranquillement été cachée depuis un an par l'ONU... qui a suspendu Anders Kompass, l'employé de l'ONU qui a dévoilé le rapport aux autorités françaises!

Averties, celles-ci se sont bien gardées de rendre publics ces faits et prétendent aujourd'hui avoir ouvert une enquête... le tout sans un mot au gouvernement centrafricain. Sans nul doute les vieux réflexes coloniaux! En tout cas, depuis un an, l'enquête n'a visiblement guère avancé. Selon le ministère de la Défense, il manquerait « juste » l'identité des coupables, alors qu'au vu des témoignages accablants il semblerait que certains soldats soient bien identifiés. Et pourtant, pour l'heure, aucun militaire français n'a été entendu, aucune audition prévue... Il y aurait-il une impunité pour les soldats français?

En tout cas, il y a manifestement envie de minimiser l'affaire au vu des déclarations de Hollande, qui ne parle ni de viols ni d'agressions sexuelles ou de crimes, mais de « mauvais comportement »... « Je suis en soutien des armées, toujours (...), et si certains militaires s'étaient mal comportés, il y aurait des sanctions qui seraient à la hauteur de la confiance que nous portons à l'égard de l'ensemble de nos armées. Parce que je suis fier de nos armées et donc implacable à l'égard de ceux qui se seraient mal comportés, si c'est le cas en Centrafrique ». Tout simplement honteux!

Ces crimes s'ajoutent à la longue liste des crimes de l'impérialisme français et des exactions commises par l'armée française, comme ce fut le cas au Rwanda avec les viols de femmes dans les camps de réfugiés. Sous prétexte de protéger les populations, depuis 2012 Hollande s'en va-t-en guerre... et permet ainsi aux marchands d'armes d'augmenter toujours plus leurs profits. Mais ces guerres ne changent rien pour des populations qui subsistent toujours la loi du vainqueur: viols, agressions sexuelles, outrages en tout genre... Le temps des colonies est loin d'être fini!

BIEN DIT

Mais le fait que ces pratiques [sexistes], qui sont le décalque de ce qui se passe tous les jours dans la rue, les usines ou les bureaux, impliquent des élus de la République chargés de fabriquer la politique nous pousse aujourd'hui à les dénoncer. (...) [Ils] n'ont droit à aucune impunité. Comme les autres. Tant que la politique sera très majoritairement aux mains d'hommes hétérosexuels plutôt sexagénaires, rien ne changera.

Extrait de la tribune « Nous, femmes journalistes politiques et victimes de sexisme... » signée par 40 femmes journalistes et publiée par *Libération* mardi 5 mai

À la Une

Austérité, chômage, guerres... Hollande, 3 ans au service du Medef

Pour souffler les bougies de ses trois ans de présidence, Hollande est invité par ses amis saoudiens, adeptes des décapitations et flagellations quotidiennes et ennemis des processus révolutionnaires dans le monde arabe. Mais avant, il passera récupérer son cadeau au Qatar: 6 milliards d'euros pour la vente de 24 Rafale!

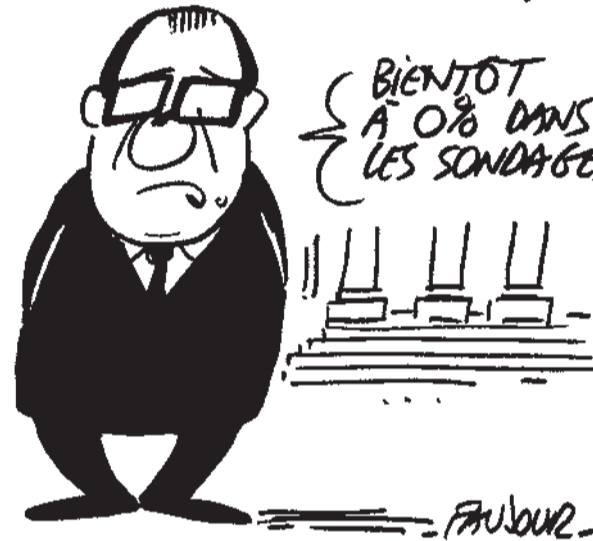
Hollande n'a eu de cesse de faire la démonstration de sa soumission totale au capitalisme. D'abord en réaffirmant son autorité politique sur l'Afrique, un continent que l'État français a largement contribué à mettre à sac.

Du sang sur les mains!

Les interventions au Mali et en Centrafrique, sous prétexte de protection des populations contre les « islamistes », sont en fait une formidable opportunité de maîtrise des territoires du Sahara. C'est l'occasion de trouver de nouvelles parts de marché et de protéger des intérêts économiques: l'uranium du Niger ou les réserves de pétrole et de diamants encore non exploitées en Afrique centrale. Et si l'intervention en Libye est pour le moment mise de côté, elle n'est pas abandonnée: une base militaire est déjà installée dans le nord-est du Niger, près de la frontière libyenne.

Parce que l'armée française, récemment accusée de viols sur enfants en Centrafrique, n'est en rien une protection ou un refuge, c'est par dizaines, par centaines de milliers que les populations fuient les zones de guerre et de misère. En 2014, selon l'agence de l'ONU pour les réfugiés, 219 000 personnes ont tenté la traversée de la Méditerranée via différents points d'accès à l'Europe et 3 500 ont perdu la vie. Et la France joint sa voix à tous les autres faiseurs de morts et de clandestins: l'Europe ne pourrait pas accueillir toute « la misère du monde »... Mais cette misère n'existe que parce qu'une poignée de capitalistes s'octroie le contrôle des richesses et exploite

HOLLANDE LE PRÉSIDENT DE LA DÉCROISSANCE



les travailleurs aux quatre coins de la planète, en les mettant en concurrence pour mieux les diviser et faire baisser le « coût du travail »! Et avec près de 4 milliards de plus au budget des armées, Hollande nous annonce déjà la couleur: pas de répit pour l'austérité et les économies réalisées sur le dos de la santé ou du logement!

Gouvernement et Medef, même combat!

Le président du Medef n'aura eu qu'à faire les gros yeux pour que Hollande, déjà convaincu que la répartition des richesses ne se fait qu'entre riches, rende réel le rêve de Sarkozy et de l'UMP: des millions d'euros pour les entreprises sans

avoir besoin de promettre des créations d'emplois; la banalisation du travail du dimanche, mesure-phare de la loi Macron; la répression syndicale et sociale en guise de dialogue social (révocation de Yann Le Merrer, fonctionnaire à La Poste dans le 92, de la prison ferme pour Gaëtan, étudiant à Toulouse, arrêté lors d'une manifestation contre les violences policières). Enfin, entre la possibilité pour les enseignants de signaler directement au procureur de la République des élèves jugés déviants et la loi sur le renseignement votée mardi 5 mai, il s'agit dans les deux cas, sous couvert de lutter contre le « terrorisme », de faire de chaque individu contestataire un suspect

potentiel contre la République, et donc un bon client pour la mise sur écoute sans autre forme de procès que l'accord du Premier ministre. Derrière ses lois et annonces, il y a la vérité des prix: en France en 2015, plus de 8 millions de personnes vivent avec 964 euros par mois; un enfant sur cinq est pauvre; 3,6 millions de personnes sont mal-logées ou sans-abri; plus d'un ménage sur cinq souffre du froid; une personne sur cinq renonce aux soins de santé; entre 5 et 6 millions de personnes sont en exclusion bancaire et 765 000 ménages sont surendettés.

Et ce n'est pas fini: dans le projet Macron 2, serait en discussion le CDI sur projet, une sorte de contrat stable mais au mérite. Et après celle de 2013, une deuxième réforme des retraites est également dans les tuyaux, avec un allongement de la durée de cotisation à 65 ans!

En finir avec ce gouvernement!

Il faut que ça s'arrête tant ce gouvernement génère chaque jour un peu plus d'inhumanité et de barbarie. PostierEs de Normandie contre les réorganisations, salariéEs de Carrefour Market et de dizaines d'autres boîtes en grève pour des augmentations de salaires, autant d'équipes qui se sont saisies de la journée de grève du jeudi 9 avril pour exprimer un ras-le-bol global et tenter d'entrevoir les moyens d'en finir avec cette destruction organisée de leur vie.

Mais n'en restons pas là: la seule manière d'en finir avec Hollande, sa clique et le système qu'il défend, c'est un nouveau mai 68 qui aille jusqu'au bout!

Denise Sarraute

NÉPAL

La catastrophe ne fait que commencer

Dix jours après le violent séisme et les nombreuses répliques qui ont frappé le Népal, de nombreux villages de montagne proches de l'épicentre restent encore inaccessibles aux secours, des quartiers entiers de la capitale Katmandou n'ont reçu aucune aide matérielle ou alimentaire, alors que des centaines de milliers de personnes campent dans les rues de la ville.

Le bilan officiel s'établit à plus de 7 000 mortEs, 14 000 blessés et des milliers de disparuEs. Ce bilan n'a cessé de s'alourdir au fur et à mesure des déblaiements des habitations, et le gouvernement a d'ores et déjà prévenu qu'il sera encore plus dramatique.

Et pourtant, un désastre annoncé...

Depuis plusieurs années, les scientifiques rappelaient que les forces telluriques s'accumulent sous la faille qui court le long de la frontière entre l'Inde et le Népal, à la convergence des plaques qui ont donné naissance à l'Himalaya. Un géologue français

a même averti le mois dernier qu'un séisme de grande amplitude était imminent dans la zone même de l'épicentre du 25 avril.

Lorsqu'un séisme éclate, quelques dizaines de secondes séparent les ondes non destructrices (« les ondes P »), produites par le tremblement de terre,

des secousses. Ces ondes peuvent être mesurées grâce à un réseau de sismographes, et cela permet alors d'alerter la population qui a entre 15 et 20 secondes pour fuir les bâtiments ou se réfugier sous une table. Ces systèmes coûtent cher, et seuls le Japon, les États-Unis et le Mexique en sont dotés. Pour la côte ouest des États-Unis, cela coûte par exemple près de 56 millions de dollars par an. Une somme bien au-dessus des moyens du Népal, classé parmi les 20 pays les plus pauvres de la planète.

Bien que les risques soient connus, la ville de Katmandou s'est étendue de façon anarchique, sans même suivre les normes officielles de construction antisismique, comme une inextricable jungle de béton. En 1988 déjà, des scientifiques avertissaient qu'en cas de grave séisme, 60% des habitations seraient détruites. Malgré ces calculs, le pays ne s'est pas préparé: pas de prévision pour faire face, pas de schéma d'alerte ou d'évacuation efficace.

Un monde à changer

NOMENKLATURA À LA FRANÇAISE. Agnès Saal, directrice général de l'audiovisuel (INA), a défrayé la chronique avec sa note de taxi de plus de 40 000 euros en 10 mois. Cette somme comprend non seulement ses déplacements privés mais 6 700 euros sont aussi imputables à son fils à qui elle avait communiqué son numéro de réservation... Pourquoi se gêner? Mathieu Gallet, le prédécesseur d'Agnès Saal, est, lui, un maniaque de la rénovation luxueuse des bureaux (d'abord à l'INA, puis à Radio-France) et a dépensé des centaines de milliers d'euros en prestation de consultants et en rémunération d'un conseiller en image. Ils sont en fait nombreux les dirigeants d'entreprises publiques, les hauts fonctionnaires, faisant des aller-retour entre privé et public, à ne pas oublier leur confort immédiat ou leur avenir. Un cas significatif: Jean Peyrelevade, «socialiste» tendance Valls. En 2001, cet ancien haut fonctionnaire, propulsé à la tête du Crédit lyonnais de 1993 à 2003, avait fait mettre en place un système de retraite particulier pour le président de la banque, lui, et son directeur général. La banque garantissait à Jean Peyrelevade une

pension maximale équivalente à 75% de la moyenne de ses deux derniers salaires, soit une rente viagère de 3,2 millions de francs par an dès sa retraite.

Parmi les ex-fonctionnaires, Stéphane Richard, l'actuel PDG d'Orange, qui lors d'un de ses passages antérieurs dans le privé (avant de revenir au ministère des Finances de 2007 à 2009) avait gagné tellement d'argent que ça avait même impressionné Nicolas Sarkozy, qui l'a décoré de la Légion d'honneur en 2006 en lui adressant ce cri du cœur: «Tu es riche, tu as une belle maison, tu as fait fortune... Peut-être y parviendrai-je moi-même»... Moins flamboyants, les conseillers de ministre, nommés d'un seul coup préfet... et qui ne verront probablement jamais une préfecture, comme Yves Colmou, le conseiller spécial de Valls.

Ces exemples semblent disparates: ils le sont. Pour la plupart, eux et leurs semblables ne commettent pas d'illégalités. Mais ils profitent du système, en cadres fidèle d'un État au service du capital. D'un État à chambouler complètement en s'inspirant des bonnes vieilles recettes de la Commune de Paris.

Le nombre de demandeurs d'emploi inscrits à Pôle emploi en catégorie A (c'est-à-dire totalement sans activité) s'est établi à 3 510 000 en France (hors départements d'outre-mer) fin mars 2015, soit 4,9% de plus qu'il y a un an. Certains chômeurs ont ce que l'on appelle des «activités réduites» (ils réussissent à avoir quelques heures de travail): fin mars, il y en avait 1 780 000. 280 000 autres chômeurs sont en formation, en stage, etc. et 378 000 autres inscrits à Pôle emploi sont considérés comme en emploi (souvent des CDD précaires). Au total, il y avait donc fin mars 5 950 000 inscrits à Pôle emploi, soit 320 000 de plus qu'il y a un an.

On verra si le léger rebond de la croissance a une incidence sur le chômage. Mais les prévisions de croissance les plus favorables aboutissent à une baisse du nombre des chômeurs de seulement 52 000 en 2015. En tout cas, on ne voit pas l'impact de la politique du gouvernement, des milliards dépensés en baisses d'impôt sur les sociétés et des cotisations sociales patronales.

«Sécuriser les licenciements»... Aussi revient l'idée de chambouler le code du travail. C'est Valls lui-même qui a remis la question sur le tapis fin mars dernier: alléger le code du travail en transférant aux négociations entre syndicats et patronat des pans entiers du droit (l'application des 35 heures, l'organisation du travail...). L'autre piste de Valls, c'est l'idée que les patrons n'embaucheraient pas... car ils ne pourraient pas licencier. D'où

CHÔMAGE Ils se moquent de nous!

«Faciliter les licenciements pour vaincre le chômage» est désormais le mot d'ordre commun à Valls, à la droite et au patronat.



PHOTO THÈQUE ROUGE / MENO

l'idée d'un contrat de travail flexible pour les PME, dont Hollande a parlé lors de son passage sur Canal plus le 19 avril dernier.

L'occasion était trop belle pour la droite et les patrons. L'UMP Bruno Lemaire fait du super-Valls, et veut faire passer le code du travail à 150 pages! Gattaz, qui n'a toujours pas retrouvé le million d'emplois qu'il avait promis en échange du Pacte de responsabilité, reprend au vol le contrat de travail flexible, car, dit-il, «il faut sécuriser le licenciement»... Comme si l'actualité quotidienne ne montrait pas qu'il est loin d'être

impossible de licencier. Sans parler de l'intérim utilisé en permanence, et la rupture conventionnelle.

Des solutions existent

Même l'OCDE a montré que la flexibilité ne réduisait pas forcément le chômage. La flexibilité peut en effet permettre aux entreprises d'ajuster plus vite leurs effectifs aux carnets de commande, mais plus de flexibilité ne crée pas d'emplois supplémentaires s'il n'y a pas d'activité. Peu importe donc à ces excités les règles de l'Organisation internationale du travail: Lemaire propose de les

dénoncer (pour éviter le destin du Contrat nouvelles embauches de Villepin en 2005 que le gouvernement français avait dû finalement remballer).

Pourtant le chômage de masse n'est pas une fatalité. Outre l'interdiction des licenciements, trois pistes d'action sont nécessaires. D'abord, créer les emplois manquant dans l'éducation et la santé et embaucher sur des emplois publics correspondant aux besoins sociaux non satisfaits: aide aux personnes âgées, aux enfants et aux malades, restauration de bâtiments, environnement, etc. Ainsi, un million d'emplois publics à plein temps payés au salaire moyen coûterait à l'État environ 16,4 milliards d'euros (en tenant compte des prestations économisées et des recettes fiscales supplémentaires), soit beaucoup moins que ce qui est actuellement déversé sur les entreprises sans impact sur le chômage. Ensuite, il faut partager le travail, par une réduction du temps de travail avec embauches correspondantes. Enfin, il faut un plan de formation adapté pour les jeunes rejetés par le système scolaire.

Mais comme le dit le mot d'ordre: «Ce n'est pas à l'Élysée, ce n'est pas à Matignon que l'on obtiendra satisfaction!»

Henri Wilno

Le cirque humanitaire

Une grosse partie de l'aide humanitaire d'urgence acheminée par des dizaines de pays n'est pas encore parvenue à sortir de l'aéroport, bloquée par les douaniers chargés de vérifier le contenu des colis. Enfin, quand elle a pu y être acheminée! Car l'aéroport de Katmandou, vétuste et ne disposant que d'une seule piste, a vite été saturé et plusieurs avions chargés de fret n'ont pas pu atterrir et ont dû être déroutés. Des dizaines d'ONG se sont précipitées sur place, mais sans coordination, sans appui logistique sur place, et donc sans efficacité. «Les tremblements de terre attirent les ONG et les médias, et particulièrement celui-ci», a remarqué un responsable d'ONG. Les Nations unies ont fait un appel aux dons de 415 millions de dollars (371 millions d'euros) pour répondre aux besoins d'urgence de ces prochains mois, mais ce sont des milliards qui seront nécessaires pour reconstruire le Népal dans le long terme. Quel pays

riche sacrifiera les milliards d'euros de son budget militaire pour les donner aux Népalais une fois la parenthèse médiatique refermée?

Les survivantEs en proie à la colère et à l'angoisse

Dans la population sinistrée, la colère monte devant l'incurie des dirigeants et l'incapacité des autorités à fournir l'aide la plus élémentaire. Des habitantEs de la ville de Baneshwor ont tenté d'attaquer un convoi transportant des ministres et des membres de la Commission nationale de planification qui gère les opérations de secours. Des salariéEs d'ONG ont été pris en otage dans certains villages. Mercredi 29 avril, des milliers de manifestantEs ont bloqué la circulation à Katmandou pour protester contre leur abandon. La plupart des habitants quittent d'ailleurs la ville pour se réfugier à la campagne, de peur de la famine et des épidémies, notamment le choléra qui risque de se répandre comme une traînée de



À Katmandou le 29 avril, après la tristesse, la colère. DR

poudre avec l'arrivée des pluies de la mousson à partir du mois de juin. Le Népal va connaître le sort de tous les pays pauvres touchés par une catastrophe «naturelle»: des années, voire des décennies de régression sociale,

quand, à la misère quotidienne du monde capitaliste, viennent s'ajouter les destructions, les épidémies, le manque de nourriture et les migrations forcées.

Marie-Hélène Duverger

Le chiffre 153 millions

C'est en euros le montant des rémunérations globales des dirigeants des entreprises du CAC 40 en 2014. Un chiffre qualifié de «vertigineux» par le journal la Tribune... Et en hausse de 10,1% par rapport à l'année précédente! Elle est pas belle la vie?



Agenda

Vendredi 8 mai, rassemblement unitaire «l'autre 8 mai 1945», Paris. À 15h sur le parvis de l'Hôtel-de-Ville.

Vendredi 8 mai, journée contre le colonialisme, Nancy. À partir de 13h, déjeuner, concerts et prises de parole, parc de la Pépinière.

Vendredi 8 mai, rassemblement en hommage aux victimes du colonialisme, Strasbourg. À 10h30, place du 17-Octobre-1961, rue de la Douane.

Mardi 12 mai, projection du film On est vivants, Paris. Projection suivie d'un débat avec Carmen Castillo, Daniel Mermet, Edwy Plenel et Olivier Besancenot, à 20h au MK2 Hautefeuille, 7 rue Hautefeuille, Paris 6°.



NO COMMENT

Dans un temps où l'on a fait manifester des millions de Français en défense de la liberté d'expression, ce serait quand même paradoxal que le seul qui en soit privé soit Jean-Marie Le Pen.

Son meilleur soutien, l'eurodéputé BRUNO GOLLNISCH, au micro de France Info lundi 4 mai

L'Anticapitaliste l'hebdo du NPA

Rédaction:
01 48 70 42 27
redaction@npa2009.org

Diffusion:
01 48 70 42 31
diffusion.presse@npa2009.org

Administration:
01 48 70 42 28
2, rue Richard-Lenoir,
93108 Montreuil Cedex

Numéro ISSN:
2269-3696

Commission paritaire:
0419 P 11508

Société éditrice:
Nouvelle Société de
presse, d'audiovisuel et
de communication.
SARL au capital
de 3500€ (durée 60 ans).

Tirage:
6 500 exemplaires

**Gérant et directeur
de publication:**
Ross Harrold

**Secrétaire
de rédaction:**
Manu Bichindaritz

Maquette:
Ambre Bragard

Impression:
Rotographie, Montreuil-
sous-Bois
Tél.: 01 48 70 42 22
Fax: 01 48 59 23 28
Mail: rotoimp@wanadoo.fr

IMPRIM'VERT®

«L'AFFAIRE DE LA JUPE»

Bien au-delà de l'anecdotique

On pourrait imaginer l'histoire suivante : une élève se présente en cours avec petite jupe plissée bleue marine, chemisier blanc, carré en soie et petite croix en or. La direction de l'établissement lui interdit l'entrée en cours : port ostentatoire de signes d'appartenance à la religion catholique ! Tollé dans les médias. Désaveu immédiat de la ministre...

Ce n'est pas exactement ce qui s'est passé à Charleville-Mézières (08), où la jupe étant longue et noire... Les médias sont vite passés à autre chose, la ministre s'empressant d'exprimer sa solidarité avec l'équipe éducative, dont elle a loué le « discernement », précisant que ce n'est pas la longueur de la jupe qui est en cause mais, sans citer le moindre fait concret, « l'attitude » et le « prosélytisme » dont « il a été jugé » que l'élève faisait preuve. Une notion intéressante. À quand l'exclusion de Marie-Paule, connue pour bassiner ses camarades avec ce « grave péché » que représente l'avortement ?

Foin d'ironie, et passons sur le prétendu « dialogue » avec la famille. En tout cas, la maman déclare : « On ne cherche pas de problème ; l'important c'est que ma fille continue ses études mais on ne comprend pas pourquoi l'école a réagi comme ça ».



Sarah ôtait déjà son voile pour aller au collège, devait-elle aussi enlever sa jupe ? DR

Derrière le harcèlement

L'épisode n'est pas seulement cocasse et mérite au moins trois niveaux de lecture. D'abord celui de l'islamophobie désormais ordinaire : des injonctions de plus en plus contraignantes quant aux manières de se vêtir, à la multiplication des délits de faciès, en passant par les côtes de porc à la cantine, on ne compte plus les formes de harcèlement constant de la population musulmane, qui en dernière instance ont en commun de procéder de l'islamophobie d'État. Un deuxième niveau de lecture est à repérer dans la justification de la mesure par l'académie de Reims qui a pointé une action « revendicatrice » et « concertée » avec d'autres élèves. Qu'on se le tienne désormais pour dit : en Vallso-Macronie, revendiquer, avec, pour circonstance aggravante, la concertation, c'est mal. Des fois que ça se produise dans les entreprises... La conclusion qui s'impose, si l'on ne le savait pas : politique de la race et domination de classe sont indissociables.

D'où le troisième niveau de lecture : si les musulmans et tout particulièrement les musulmanes (il y a bien là aussi une histoire de genre), ou plus généralement les immigrés, sont l'objet de soupçons, de contrôles et de répression sans cesse accrus, ils et elles ne sont pas les seuls. De la loi sur le renseignement au martèlement obsessionnel de messages mettant en garde contre les menaces terroristes et autres, c'est un véritable processus d'hystérisation collective qui est méthodiquement mis en œuvre. Cela a pour conséquence de multiplier et d'exacerber les sujets de peur irrationnelle permettant le renforcement du contrôle de l'État sur toujours plus de domaines de la vie publique et privée, ainsi qu'une restriction du champ des libertés, avec autant que possible le consentement de la population effrayée.

Et, à l'instar de la grenouille que l'on parvient à faire cuire en augmentant très progressivement la température de l'eau, nous sommes exposés à ne plus percevoir ce que ce qui aurait été inconcevable il y a 20 ans s'est déjà produit. Ni plus ni moins qu'un lent glissement totalitaire. La bonne nouvelle, c'est que puisqu'il ne s'agit que d'un glissement et – pas encore – du totalitarisme institué, il est encore possible de résister. Mais il y a urgence.

François Brun

FN Tout changer pour que pas grand-chose ne change ?

Il ne s'était probablement pas attendu à ça. Par une décision du bureau exécutif ce lundi 4 mai, Jean-Marie Le Pen, bientôt 87 ans, est « suspendu » de sa qualité d'adhérent du FN, le parti néofasciste qu'il avait créé avec d'autres à Paris le 5 octobre 1972.

Depuis, il jure vengeance, déclarant qu'il « regrette » que la présidente actuelle du FN – sa fille Marine Le Pen – « porte le même nom » de famille que lui-même, allant jusqu'à lui suggérer publiquement de se marier avec Louis Aliot, son compagnon et vice-président du FN, ou avec Florian Philippot, autre vice-président du FN dont l'homosexualité est de notoriété publique...

La clé de voûte de la « dédialisation »

Le vieux « patriarche » a, certes, l'habitude de réagir ainsi, et avait déjà répudié une autre fille, Marie-Caroline, en 1999 au moment de la scission Le Pen-Mégret (voir dossier dans *L'Anticapitaliste* n°286). À la différence de ce dernier, Marine Le Pen a les moyens d'imposer ses choix, son père lui ayant officiellement confié les clés du parti au congrès de Tours en janvier 2011. Ne mettant pour rien au monde en cause le fonds de commerce idéologique du FN, un nationalisme à caractère « ethnique », elle veut cependant éloigner son parti du soupçon d'antisémitisme et de complicité avec le nazisme. Son compagnon Louis Aliot avait formulé l'idée suivante : « Notre diabolisation ne tient qu'à notre antisémitisme présumé », ayant ainsi cru trouver la clé de voûte de la « dédialisation » recherchée. Le vieux patriarche-fondateur du parti n'avait probablement pas cru qu'on allait remettre en cause jusqu'à sa qualité d'adhérent du parti, et avait plutôt pensé qu'on allait lui retirer son statut de « président d'honneur » – présenté par



lui comme une qualité « à vie » sans que cela ne soit officialisé dans aucun texte – que la nouvelle direction lui avait donné au congrès de 2011. Ainsi les défenseurs qui lui restent, notamment son éternel second Bruno Gollnisch, avaient construit une argumentation spéciale autour de ce danger : seul un autre congrès pourrait revenir sur cette décision... C'est ce qui a dû précipiter la décision de suspendre Jean-Marie Le Pen de son appartenance au parti. Et la direction va aussi organiser une « Assemblée générale exceptionnelle » dans les trois mois, pour décider de la suppression du statut de « président d'honneur ».

C'est la fête au F Haine !

Cette sanction à l'encontre de Jean-Marie Le Pen, sur fond de conflits stratégiques réels (qui ne sont pas factices comme certaines l'avaient présenté), intervient quelques jours après un 1^{er} mai qui s'était plutôt mal passé pour la direction actuelle du FN.

L'affluence était relativement maigre : approximativement 2000 participantEs, en net recul par rapport à 2013 et 2014. Le FN a certainement payé le prix des conflits internes, mais il aussi dû pâtir du mauvais temps pluvieux et des vacances scolaires dans plusieurs régions, des facteurs qui ont aussi désavantagé la

manifestation syndicale qui s'est tenue l'après-midi.

Comme cela a été largement médiatisé, Jean-Marie Le Pen a brièvement fait irruption sur la scène de la place de l'Opéra, alors que la présidente du FN l'avait interdit de parole, après avoir provoqué la direction en criant : « Jeanne (d'Arc), au secours ! »

De plus, l'action spectaculaire des militantes « Femen » qui ont fait irruption depuis le balcon de l'hôtel Intercontinental – l'endroit même où des militantEs antifascistes du réseau Ras l'front avaient interrompu le discours de Jean-Marie Le Pen le 1^{er} mai 1995 – a quelque peu gâché la fête de la présidente du FN. Pendant plusieurs minutes, un certain désordre régnait sur la place, le service d'ordre du parti (DPS, « Département service et protection ») et un certain nombre de militants courant tout excités à travers la place, avant que le DPS ne déloge manu militari les militantes « Femen » de leur chambre d'hôtel. Si l'action de ces dernières n'ouvre malheureusement aucune perspective de construction collective d'une action antifasciste, elle a eu le mérite d'exister et de rappeler au mouvement antifasciste l'action de 1995 et ce qu'il pourrait faire aujourd'hui...

Enfin, le rassemblement du FN a aussi été cette année le théâtre de plusieurs actions violentes à l'encontre de journalistes de deux chaînes de télévision. C'est surtout la présence de journalistes de l'émission « Le petit journal » de Canal plus qui a attisé la haine de certains militants d'extrême droite. Rompant avec le statut de pseudo-notable que lui confère sa qualité d'ancien professeur universitaire de droit et de langue japonaise, Bruno Gollnisch, alias « Gogol », n'a pas hésité à frapper à l'aide de son parapluie en direction des journalistes. N'ayant absolument aucune honte, Gollnisch allait ensuite plastronner par voie de communiqué : « Quand je trouve des micro espions, je les détruit »...

Bertold du Ryon

BUDGET DE L'ARMÉE De l'argent en plus pour tuer, en moins pour les besoins sociaux !

Votée en 2013, la loi de programmation militaire 2014-2019 prévoyait de supprimer 33 675 équivalents temps plein dans les armées en 5 ans. 7 881 ont été supprimés en 2014. Sur les 25 794 restants, 18 500 vont être préservés...

Hollande a en effet annoncé le 29 avril qu'un effort « considérable » sera fait pour l'armée au nom de la « menace terroriste » : le budget de la Défense va bénéficier de 3,8 milliards de crédits supplémentaires entre 2016 et 2019, dont 2,8 milliards pour les opérations, le recrutement, l'infrastructure, le fonctionnement et 1 milliard pour les achats d'armes. Et Sapin a clairement énoncé les conséquences : « Tout effort supplémentaire pour un ministère doit être compensé par des économies sur d'autres ministères », évoquant notamment la santé et le logement. Pour Hollande, il n'est en effet pas question de lâcher sur ses engagements à réduire le déficit public. Pour l'UMP et le FN, ce bel effort pour nos armées et dans le bon sens mais il est jugé « insuffisant ». Pour les partis de la bourgeoisie, un consensus se dégage pour prioriser l'armée sur les autres budgets : c'est « l'effet Charlie » !

Des dépenses militaires payées par qui ?

Les capitalistes ont besoin d'une armée pour défendre leurs intérêts. Les géants de l'armement comme Dassault vivent des commandes publiques. Mais les dépenses militaires sont globalement une « charge » pour les capitalistes si elles sont financées par un prélèvement sur leurs profits. L'enjeu est donc pour eux dans l'idéal de baisser les dépenses militaires ou de les faire financer par les travailleurs.

Depuis la chute du bloc stalinien, la part des dépenses militaires (dans le PIB ou dans les budgets publics) a chuté dans le monde. En France, le budget de la Défense a baissé de 20% depuis 25 ans et les dépenses militaires représentent 2,2% du PIB. Depuis 2009, les crédits alloués aux forces armées ont diminué de 11%. Aux États-Unis, après une tendance marquée à la baisse dans les années 1990, les dépenses militaires ont augmenté après le 11 septembre



Et qui a payé le bel avion du ministre ? DR

2001 et jusqu'en 2010 (représentant 4,7% du PIB) pour ensuite baisser nettement (3,5% en 2014). Les crédits supplémentaires pour l'armée sont-ils annonciateurs d'un changement de période ? On peut le craindre. Hollande a décidé de maintenir, au moins jusqu'à l'été, 10 000 militaires dans nos rues « en soutien » à la police. La hausse des dépenses militaires en Russie, mais aussi en Allemagne (+ 6,2% pour les 5 prochaines années), pousse

la France à s'aligner. Hollande est tenté de compenser la perte de compétitivité de l'économie française par la multiplication des expéditions impérialistes financées par une austerité accrue sur les travailleurs. Le capitalisme malade nous entraîne de plus en plus vite vers l'abîme. Combattre pour le détruire et le remplacer par un système où les travailleurs seront aux commandes est plus que jamais nécessaire.

Gaston Lefranc

GRÈCE Un 1^{er} Mai qui n'est pas à la hauteur des enjeux

Trois mois après la victoire de Syriza, dans une situation de confrontation avec la troïka devenue « les institutions », on pouvait attendre une très forte mobilisation pour ce 1^{er} Mai. Il n'en a rien été...

Les manif étaient loin de constituer une réponse aux terribles pressions de la bourgeoisie européenne.

État de désunion

À Athènes, même si la confédération du privé GSEE appelait, très peu de travailleurEs ont assisté au meeting avant la manifestation, et encore moins de bureaucrates (la direction reste celle du Pasok) ! Avec le cortège de Syriza (sa tendance syndicale Meta et sa jeunesse) qui ont rejoint le meeting, guère plus de 1500 personnes étaient regroupées. Par contre, la fraction syndicale du KKE, Pame, avait appelé un peu plus loin à un meeting regroupant entre 5 et 7000 militantEs, pour des discours de dénonciation de Syriza présenté comme le nouveau Pasok, et d'autocélébration de Pame... Et plus loin encore, les syndicats de base (santé, secteur livre et papier, etc.) et la coalition Antarsya, suivi par d'autres groupes de la gauche radicale, regroupaient plus de 2500 militantEs autour de mots d'ordre comme « Ni négociations ni soumission ! Lutttes de classes pour renverser le système ! ». Et c'est une telle configuration qu'on retrouvait un peu partout dans le pays...

Malgré la bonne tenue des cortèges de la gauche radicale et révolutionnaire, ce 1^{er} Mai est inquiétant : vu la situation exceptionnelle, la faible participation mais aussi la division des cortèges n'ont pas permis de faire de cette journée une étape de résistance à l'offensive réactionnaire de Bruxelles ou de forte pression face



aux reculs du gouvernement (même si du côté de Syriza, on rappelait qu'il y a des lignes rouges à ne pas franchir).

Offensives intérieures

Or, en ce début mai, la situation est très préoccupante : très clairement, l'Union européenne applique son plan d'étouffement, et la dénonciation de cette politique, qui s'applique à un moindre degré à toute tentative de contestation sociale en Europe, est bien trop insuffisante jusqu'ici, que ce soit en Grèce ou ailleurs. Et il ne faut pas sous-estimer l'offensive de déstabilisation menée en Grèce même.

Bien sûr, les partis de l'ex-gouvernement, Nouvelle Démocratie et Pasok, sont en pointe, essayant de faire passer l'idée que plus tôt on chassera ce gouvernement, mieux ce sera pour reprendre en toute confiance l'obéissance à la troïka. Mais d'autres partis comme le Potami (le Fleuve), sorte de mouvement de Beppe Grillo à la grecque, jouent aussi le pourrissement, avec des déclarations bien reprises partout du genre « le problème, ce n'est pas Tsipras, c'est Syriza », et faisant pression pour un gouvernement « de coalition »... Et on mentionnera en passant le poids des gros groupes de presse, véritable

rouleau compresseur dénonçant tout risque d'une mesure de gauche ou de mobilisations de classe.

Contre les reculs du gouvernement

Or, face à cette offensive même pas déguisée, le gouvernement recule. Sans détailler, on mentionnera sa position face à l'UE, avec un refus inquiétant d'aller à l'affrontement et une tactique démobilisatrice : hier en laissant croire qu'il y avait deux camps au sein de l'Union européenne, avec une France qui serait progressiste face au sinistre Schäuble ; aujourd'hui, en indiquant qu'on va aboutir à un accord honorable avec une clique qui tient à obtenir de nouveaux reculs sur le droit du travail, la sécurité sociale, les retraites...

Et quoi qu'on pense des conceptions économiques du ministre de l'Économie Varoufakis, son remplacement de fait dans les négociations avec les bureaucrates bruxellois est symboliquement une défaite politique. L'UE lui en voulait car le personnage contribuait à mettre en lumière la logique inhumaine de ses exigences. Enfin, dans ce bras de fer, ajoutons la méfiance voire le refus de l'équipe de Tsipras de donner aux travaux sur la dette entamés par le groupe d'experts toute l'importance qu'ils devraient prendre. Il suffit de relire les déclarations de Syriza avant les élections sur la priorité à accorder à cette question pour mesurer le très grave recul engagé aujourd'hui par la majorité de ce parti.

Malgré tout, la population garde une confiance assez forte dans Syriza : plus de 36% contre 22% à la droite, les nazis reculant un peu à 5,5%, même chiffre que pour le KKE. Mais chacunE sent que les choix qui seront faits dans les jours qui viennent risquent d'effriter sérieusement cet appui sondagier... qui, rappelons-le, ne se traduit pas dans la rue. Plus que jamais, les mobilisations sociales seront nécessaires.

D'Athènes, A. Sartzekis

USA À Baltimore: « Mettez fin à la terreur policière »

Une nouvelle fois, la mort à Baltimore le 19 avril de Freddie Gray, un jeune Noir de 25 ans, a bien été un meurtre commis par les forces de police.

Selon le rapport de la procureure Marilyn Mosby, il a succombé à une grave blessure au cou due à ses conditions de transport, pieds et mains menottés, sans ceinture, dans un fourgon de police. Freddie Gray ne respirait plus lorsqu'il a été extrait du fourgon, et une semaine plus tard, il succombait à ses blessures. Les policiers ont également refusé l'aide médicale qu'il avait réclamée à plusieurs reprises. Six d'entre eux sont poursuivis pour homicide, violences volontaires, agression et incarcération sans motif valable... et ont été mis en liberté sous caution.

Un point pour la révolte

« Les vies des Noirs comptent », « Mettez fin à la terreur policière »... C'est bien la vague de révolte qui a secoué Baltimore et traversé tout le pays pour exiger la vérité qui a imposé l'inculpation des six policiers. Après les premières manifestations et les affrontements avec la police, le gouverneur a décrété l'état d'urgence : les écoles et lycées ont été fermés, une rencontre de base-ball annulée... Des centaines de militaires de la Garde nationale lourdement armés et de policiers sillonnaient les rues de cette ville de 620 000 habitantEs, ville occupée par des véhicules blindés et survolée par les hélicoptères de la police.

Après la première nuit du couvre-feu, de nouvelles manifestations ont eu lieu pour exiger la vérité et dénoncer la misère, les inégalités, les discriminations, le racisme, rejetant les accusations d'être des « délinquants » dont les jeunes Noirs étaient l'objet. Dans le même temps, des milliers de personnes se sont mobilisées à New York et dans d'autres grandes villes : Washington, Boston, Seattle, Denver...



«Le pouvoir au peuple», le 29 avril à Baltimore. DR

Un acte d'accusation

La vie de Freddie Gray est en elle-même un acte d'accusation contre ce système qui rejette les plus défavorisés. Condamnés à survivre dans les conditions déplorables des quartiers pauvres laissés à la dérive, frappés par le chômage, sa famille et lui vivaient d'indemnités versées depuis 2008 à la suite de la constatation d'une présence élevée de plomb dans leur sang, liée à leurs conditions de logement dans le quartier Sandtown. Un journaliste du *Washington Post* rappelait que les enfants de ce quartier ont dans le sang des concentrations de plomb sept fois supérieures à la moyenne de la ville... Et comme bien des jeunes sans travail, livrés à eux-mêmes, Freddie Gray vivait de petits trafics, en permanence confrontés aux tracasseries policières.

Les émeutes de Baltimore sont la mise en accusation de la misère qui frappe les classes populaires au cœur de la première puissance mondiale, ainsi que du racisme qui gangrène une police surarmée. Comme au lendemain du crime de Ferguson, Obama a bien été contraint de le reconnaître sans avoir d'autre réponse que de demander à la police et à la communauté noire de faire leur « introspection »... Cela alors que, depuis le début de 2015, 381 personnes ont été abattues par des officiers de police !

La révolte de Baltimore n'est pas une simple réplique de celle de Ferguson. Elle pourrait représenter un pas en avant vers la prise de conscience de la nécessité de s'organiser pour résister.

Yvan Lemaître

ISRAËL

Après le succès électoral, la mobilisation des Palestiniens d'Israël se poursuit

Ce qu'en ont retenu les médias, c'était le nombre important de « drapeaux de l'OLP », en fait le drapeau palestinien, ce qui est une constante dans les rassemblements de la minorité palestinienne d'Israël. Cette manifestation faisait suite à la mobilisation électorale sans précédent derrière la « Liste [arabe] commune » qui a eu 13 élus lors des dernières élections législatives. Le fait que les quatre partis arabes aient dû s'unir pour maintenir une représentation parlementaire de la minorité palestinienne a non seulement permis d'augmenter le nombre de leurs élus, mais surtout a créé une dynamique de mobilisation au sein d'une population qui semblait s'être repliée sur elle-même au cours des quinze dernières années. Car il est important de le rappeler : il y a 15 ans, en octobre 2000, Ehud Barak réprimait dans le sang les manifestations de solidarité avec les Palestiniens de Cisjordanie que les provocations de Barak-Sharon avaient poussés à bout.

Un combat commun pour l'égalité et la démocratie

La campagne électorale de la Liste commune a montré que cette sombre période est bien derrière nous. Elle a également mis en scène une nouvelle

Plusieurs milliers de citoyens palestiniens d'Israël, auxquels s'étaient joints quelques centaines de juifs solidaires, manifestaient ce 28 avril sur la place Rabin à Tel Aviv.



«Égalité!», place Rabin à Tel Aviv ce 28 avril. DR

génération de cadres politiques dans tous les partis composant cette liste, des cadres revendicatifs, éloquentes et à l'écoute de leur public. La campagne s'est déroulée dans une ambiance très combative, ceci face à une droite qui n'a pas caché ses plans concernant la minorité arabe : poursuivre l'offensive

législative contre et rajouter encore de nouvelles lois à l'arsenal des lois discriminatoires votées au cours de la législature précédente. « Attention, les Arabes se mobilisent en masse pour aller voter », avait déclaré Benjamin Netanyahu le jour des élections, ne cachant pas que pour lui, il s'agissait

bien de l'ennemi de l'intérieur, une véritable cinquième colonne...

Il semble que ni l'atmosphère raciste ambiante, ni le discours de haine des dirigeants politiques, ni la nouvelle législation ouvertement discriminatoire, n'arrivent aujourd'hui à stopper la volonté de faire front. Et c'est ce que l'on a clairement ressenti ce 28 avril à Tel Aviv. Et si cette manifestation est peut-être une hirondelle qui annonce un petit printemps arabe en Israël, cela peut aussi être une bonne nouvelle pour le mouvement pacifiste israélien, qui lui aussi a cessé d'exister depuis 15 ans, l'un expliquant l'autre : le massacre d'octobre 2000 avait été rendu possible par l'auto-liquidation du mouvement progressiste israélien de masse, deux mois auparavant. Un réveil palestinien pourrait donc servir de locomotive à un réveil du mouvement israélien contre l'occupation. C'est en tout cas ce à quoi s'attellent les nouveaux dirigeants de la minorité nationale arabe, qui ont lancé un appel clair et sans ambiguïté aux progressistes israéliens pour les rejoindre dans le combat pour l'égalité et la démocratie.

De Jérusalem, Michel Warszawski



Libération ou révolution sociale ?

À partir du débarquement du 6 juin 1944, deux courses de vitesse sont entamées : celle des alliés pour atteindre Berlin avant l'armée soviétique¹, et celle de la bourgeoisie française pour mettre en place un État face à la désagrégation du pouvoir en place.

En effet, si l'administration et tous les possédants restés en France se sont d'abord bien accommodés de l'occupant ou du régime de Vichy, ils ont commencé à préparer l'avenir dès la défaite nazie à Stalingrad en juillet 1943. Des patrons commencent à soutenir financièrement la Résistance, des fonctionnaires démissionnent... À l'image de la police parisienne, en grève le 15 août 44 après avoir mis tout son zèle à seconder les nazis, nombre de ceux qui sont complètement discrédités préparent l'avenir. La libération vient de l'avancée militaire à partir de la Normandie et de la Provence². Mais elle est aussi le fruit de la résistance, renforcée par les milices patriotiques en extension constante. On connaît l'insurrection parisienne, avec la grève des cheminots, l'appel à la grève générale de la CGT, et les combats jusqu'à l'arrivée d'une unité blindée française. À partir du 7 juin 44, il y en a d'autres, qui échouent – Guéret, Tulle –, ou qui réussissent : en Corrèze, à Annecy, Castres, Mamet, Marseille, Nice, ainsi qu'en Bretagne où 30 000 hommes se mobilisent. À la fin de l'année 44, l'essentiel du territoire est libéré³.

Comités, contrôle et autogestion
Qui va diriger le pays, qui va combler le vide ? Ceux d'en haut



Une affiche du PCF à la Libération.

n'ont plus vraiment la possibilité d'imposer leur point de vue. C'est ce qui donne son importance à de Gaulle et à son gouvernement d'unité nationale. Dès le débarquement, il arrive à Bayeux avec un préfet et des responsables militaires, et dès le 25 août il met en place le gouvernement à Paris. Pour celles et ceux d'en bas, «épurer», c'est en finir avec tous ceux qui ont exploité et opprimé pendant 5 ans. Ils constituent les milices patriotiques ou gardes civiques qui regroupent des dizaines de milliers d'hommes, plus ou moins bien armés (certains réquisitionnent des armes). Ils sont estimés à 50 000 à Paris, 20 000 en Haute-Garonne et dans les Bouches-du-Rhône, 4 000 dans le Gers, 1 500 dans la Marne, etc. Les diverses formes de résistance occupent les comités départementaux de libération (CDL) qui prennent la place des préfetures. Ces comités organisent la vie des populations, le ravitaillement, la sécurité, l'épuration. Et dans certains départements, ils refusent de rendre le pouvoir aux préfets. Dans les entreprises, des comités de gestion ou de production se débarrassent des directeurs ou des patrons les plus compromis avec l'occupant. Les comités sont presque toujours élus par les travailleurs, qui contrôlent et même dans certains cas dirigent

de gestions mixtes ou tripartites avec le CDL. Il en est ainsi dans les usines d'aviation, chez Brandt à Tulle, dans les tramways, le gaz, l'électricité à Toulouse, dans les usines de Montluçon, les mines du bassin d'Alès, les chantiers marseillais des aciéries du Nord, etc. Dans certains cas, l'autogestion mise en place durera même plusieurs années, comme dans l'usine d'aviation Caudron ou à Berliet.

Le PCF et la CGT en renfort de De Gaulle

Mais pour centraliser toutes ces mobilisations, ces organismes de contrôle ou d'autogestion, la politique des directions de la CGT, qui va regrouper jusqu'à 6,5 millions d'adhérents (45% des salariés), et surtout du PCF et de ses 800 000 adhérents, est décisive. Au cours des derniers mois de l'année 44, les avancées vont plus loin dans le changement que ne le prévoyait le programme de la Résistance. Sans les soutenir, la direction du PCF ne s'y oppose pas frontalement. La bourgeoisie, elle, se bat contre toutes ces organisations populaires : le gouvernement donne un avis favorable au retour de Maurice Thorez en France le jour même où il ordonne la dissolution des milices patriotiques... Et dès septembre 1944, le secrétaire général de la CGT et membre du bureau politique du PCF, Benoît

Brève chronologie 1944-1945

15 MARS 1944 Adoption du programme du CNR.

6 JUIN 1944 Débarquement en Normandie.

25 AOÛT 1944 Paris est libéré. Le général de Gaulle défile sur les Champs-Élysées. Le gouvernement provisoire de la République française (GPRF) s'installe.

SEPTEMBRE 1944-JANVIER 1945 Le général de Gaulle envoie dans chaque grande région un commissaire de la République qui se heurte parfois aux comités locaux de la Résistance, qui rechignent à céder un pouvoir acquis suite à la Libération, en particulier dans les territoires libérés par la Résistance (Sud-Ouest, Savoie, etc.).

SEPTEMBRE 1944 Benoît Frachon, secrétaire général de la CGT, lance la « bataille pour la production ».

28 OCTOBRE 1944 Le GPRF (qui comprend des ministres communistes) ordonne par décret le désarmement et la dissolution des milices patriotiques. Après l'incorporation des Forces françaises de l'intérieur (FFI) dans l'armée régulière, le général de Gaulle entend affirmer le rétablissement de l'« ordre républicain ».

4-11 FÉVRIER 1945 Conférence de Yalta réunissant Roosevelt, Churchill et Staline. Les Alliés se partagent les zones d'influence en Europe.

Frachon, lance la « bataille pour la production ».

À partir de ce moment, la direction du PCF va être l'instrument efficace de la reconstruction de l'État. Elle valide le pouvoir du gouvernement, accepte la dissolution des milices patriotiques et l'impose à ses militantes, au motif qu'il ne faut qu'un seul État, une seule police, une seule armée. Elle combat les grèves : les travailleurs doivent d'abord retrousser leurs manches avant de revendiquer, car leur mission est de reconstruire la nation, notamment pour faire obstacle aux revanchards allemands, autour du mot d'ordre : « Produire, c'est aujourd'hui la forme la plus élevée du devoir de classe »... Cette période de quelques mois est cruciale dans l'histoire des luttes de classes en France. Jamais le pouvoir des possédants n'a été aussi faible, et jamais celles et ceux d'en bas n'ont eu autant de moyens pour imposer leurs exigences. L'aide du PCF à de Gaulle a été décisive pour enterrer la possibilité d'une révolution sociale, à une époque où tout pouvait basculer.

Patrick Le Moal

1- Très motivée, rappelés les 27 millions de morts en Union soviétique, 14% de la population

2- À partir du 15 août

3- Sauf les poches de Dunkerque, Royan, Lorient, Saint-Nazaire et Colmar

Le programme du Conseil national de la Résistance: l'envers du décor

70 ans après, ce programme reste toujours une référence dans les débats politiques, soit pour s'y référer comme modèle, soit pour en détruire les restes. S'il nous faut défendre des acquis importants de cette époque, notamment la Sécurité sociale et les retraites, cela ne doit pas nous empêcher d'en voir la réalité et d'analyser la fonction politique qu'il a eue dans son contexte historique.

et des mesures à beaucoup plus long terme. Ce sont notamment le rétablissement du suffrage universel et des libertés démocratiques, « l'intensification de la production nationale selon les lignes d'un plan arrêté par l'État », « le retour à la nation des grands moyens de production monopolisée, fruits du travail commun, des sources d'énergie, des richesses du sous-sol, des compagnies d'assurances et des grandes banques » et l'instauration d'un « plan complet de sécurité sociale, visant à assurer à tous les citoyens des moyens d'existence, dans tous les cas où ils sont incapables de se les procurer par le travail, avec gestion appartenant aux représentants des intéressés et de l'État » et d'une « retraite permettant aux vieux travailleurs de finir dignement leurs jours ».

Ce programme reprend les propositions des socialistes, soutenues par les milieux chrétiens sociaux de droite et certains milieux patronaux. On y trouve des phrases sur « l'éviction des grandes féodalités

économiques et financières de la direction de l'économie » ou pour « une organisation rationnelle de l'économie assurant la subordination des intérêts particuliers à l'intérêt général », phrases significatives de l'état d'esprit du moment. Les mêmes nationalisations (de 20 à 25% de l'économie) vont être faites en Grande-Bretagne et en Autriche, et des systèmes de sécurité sociale vont être instaurés à cette époque dans presque toute l'Europe.

La préparation de la remise en place de l'État

Sur le plan institutionnel, le programme met en place des « comités de villes et de villages, d'entreprises » et les place sous « la direction des comités départementaux de libération (CDL) ». Ces derniers sont clairement présentés comme les structures qui vont remplacer l'administration de l'occupation. Enfin est prévue la création « en accord avec les états-majors » des « milices patriotiques



dans les villes, les campagnes et les entreprises, (...) destinées à défendre l'ordre public, la vie et les biens des Français, (...) assurer et maintenir l'établissement effectif de l'autorité des CDL ».

Le programme prévoit donc que tous les organes dont vont se

doter les classes populaires sont d'emblée mis sous le contrôle des embryons d'État eux-mêmes contrôlés directement par les représentants de la bourgeoisie. Il organise la subordination aux institutions nées dans le mouvement, cela avec l'acceptation du PCF.

Quelles nationalisations ?

Y compris pour les capitalistes, il était intéressant qu'au sortir de la guerre, l'État soit l'entrepreneur de la reconstruction, pour reconstituer et remettre à neuf une industrie lourde largement détruite. L'indemnisation favorisera la constitution de puissances financières. Et pour les travailleurs de ces secteurs, ce ne sera pas la révolution : la gestion reste aux mains de la même hiérarchie, sans pouvoir pour les exécutants. Les grandes déclarations de principe sur la nécessité d'autres rapports sociaux et humains seront sans aucun effet sur la réalité quotidienne...

Alors oui, ce programme d'union nationale, contre les aspirations au changement de celles et ceux qui avaient supporté l'occupation, est bien loin de ce qui était possible ... et de ce qu'il nous faut défendre aujourd'hui.

Patrick Le Moal

1- Qui instaure le droit de vote des femmes le 21 avril 1944

L'autre 8 mai 1945: les massacres de la France coloniale en Algérie

Le jour même de la fin de la Deuxième Guerre mondiale en Europe est aussi celui où se fait entendre le désir de liberté et d'indépendance du peuple algérien, au cours des manifestations de Sétif, Guelma et Kherrata, dans le Constantinois...

un autre statut pour les peuples des colonies, au moment où ils sont embrigadés dans les armées des pays colonisateurs. Sur 150 000 combattants algériens recrutés par l'armée française, 12 000 n'en reviendront pas. Pour ceux qui survivent, rien ne doit plus être comme avant!

Lors des manifestations du 1^{er} Mai 1945, le PPA défile avec ses slogans : « Libérez Messali Hadj et les détenus politiques », « À bas le colonialisme », « Vive l'Algérie indépendante »... Pour la première fois, le drapeau algérien est brandi. Et une semaine plus tard, le 8 mai, à Sétif, Guelma et dans tout le Constantinois, de nouvelles manifestations du PPA ont lieu, séparées des manifestations des pieds-noirs célébrant l'armistice. À Guelma, les paysans encerclent la ville. À Sétif, l'intervention policière pour retirer le drapeau algérien de la manifestation et le meurtre d'un manifestant sont le point de départ d'une émeute qui fait une vingtaine de victimes européennes. À Kherrata, le village est investi par les manifestants, une dizaine de colons sont tués. Au total, les manifestations font une centaine de victimes parmi les Français d'Algérie, témoignant de la haine qui s'est accumulée contre eux.



Un crime d'État... cautionné par les partis de gauche français

Le 11 mai, de Gaulle, chef du gouvernement provisoire, ordonne l'intervention de l'armée, de la marine et de l'aviation. 2 000 hommes sont dépêchés sur place, des troupes spécialisées dans la répression coloniale : la légion étrangère, les goumiers marocains, les tirailleurs sénégalais. La répression, menée par l'armée et la milice pied-noir du sous-préfet de

Guelma Achiary (futur dirigeant de l'OAS), est d'une incroyable violence. Deux navires militaires tirent plus de 800 coups de canon, 4 tonnes de bombes sont larguées, 120 000 cartouches tirées. Des automitrailleuses tirent sur les populations. Des villages sont incendiés.

Pendant deux mois, l'est de l'Algérie connaît un déchaînement de folie meurtrière. De nombreux corps ne peuvent être enterrés, et seront jetés dans les puits, dans les

gorges de Kherrata... Des miliciens utilisent les fours à chaux pour faire disparaître des cadavres. De nombreux nationalistes sont arrêtés, dont le leader Ferhat Abbas. La répression prend fin officiellement le 22 mai. L'armée organise des cérémonies de soumission où tous les hommes doivent se prosterner devant le drapeau français et répéter en chœur : « Nous sommes des chiens et Ferhat Abbas est un chien ».

Le peuple algérien n'a pas eu longtemps à attendre pour voir le vrai visage de la prétendue « libération » de mai 1945, avec son nouveau gouvernement « démocratique » où siègent, sous la présidence de De Gaulle, des ministres socialistes et communistes, comme Charles Tillon à l'aviation. Et par solidarité gouvernementale, la presse communiste présentera ces manifestations comme le fait « d'éléments troubles », de « soviétistes nationalistes », de « provocateurs hitlériens ».

Le silence lourd d'un lendemain de massacre règne alors sur l'Algérie. Cependant tout cela se révélera impuissant à empêcher le peuple algérien de conquérir finalement son indépendance, dont ces manifestations du 8 mai 1945 marquent le premier acte.

Marie-Hélène Duverger



Pour aller plus loin



Lisez le dossier de **L'Anticapitaliste** n°65 (mai 2015), la revue mensuelle du NPA

CASTMETAL COLOMBIER-FONTAINE (25)

Répression syndicale

Situé à 10 kilomètres de Montbéliard, Castmetal est une des deux usines historiques d'un groupe international Safe Métal. On y produit des aciers spéciaux... et les conditions de travail y sont particulièrement pénibles...

Les accidents du travail sont nombreux et le matériel particulièrement vétuste. De plus, la maîtrise établit une véritable discrimination parmi les travailleurs : sur les 180 salariéEs, plus de 80% viennent de la communauté turque.

Seule la CFDT est présente à ce jour. Or une bonne trentaine d'ouvriers a décidé de créer un syndicat CGT, ce qui n'est pas pour plaire au patron ; les élections professionnelles devant avoir lieu début juin, il lui faut casser ce projet. Un incident banal lui en a donné l'occasion : une altercation verbale dans les vestiaires entre les camarades susceptibles d'avoir des responsabilités syndicales et un triste individu.



La grève oui, la danse aussi! DR

La grève continue

Une véritable provocation, chuchote-t-on : des mots sont prononcés, mais pas de passage à l'acte. Mais suffisant pour que le directeur lance une procédure de licenciement pour 5 ouvriers, bafouillant cette explication « *J'ai trop d'ethnies dans mon établissement et je ne supporterai aucun débordement* ». C'est surtout de délégués combattifs dont il ne veut pas!

Une grève a démarré lundi 20 avril à l'appel de l'UL CGT de Montbéliard, lorsque les 5 ouvriers ont été convoqués à l'entretien préalable au licenciement. Et elle continue! Contactée, la CFDT refuse non seulement d'entrer dans le mouvement mais aussi d'apporter un soutien aux 5 licenciés. Pas de réponse encore du patron à ce jour. Incontestablement, il laisse pourrir le mouvement.

La revendication de la quarantaine de grévistes, c'est le refus des licenciements de nos camarades. Une revendication généreuse, mais qui pour durer, exige un soutien de l'ensemble du monde du travail.

CorrespondantEs

Messages de solidarité aux grévistes : ulcgt.montbeliard@gmail.com

Soutien financier à la caisse de grève : Crédit agricole / Colombier fontaine RIB

France / Banque : 12506 - Guichet : 20037 - Numéro de compte : 56507042444 -

Clé : 93

1^{ER} MAI

Une tradition qui résiste

Pendant que les médias se concentraient sur les gesticulations de la famille Le Pen, des millions de travailleurEs défilait dans le monde à l'occasion du 1^{er} Mai.



À Paris, les travailleurs sans-papiers toujours mobilisés! PHOTO THÉRIER / MILO

Il fallait certes sortir de l'hexagone pour percevoir l'écho d'une journée internationale qui soit autre chose que des défilés mélangeant tradition, nostalgie, morosité et mollesse.

En France... sans le soleil

À Paris, c'est à l'appel de la CGT, de la FSU, de Solidaires et de l'UNSA qu'ont défilé quelques milliers de manifestantEs. Une grosse majorité de CGT, mais un dynamisme porté essentiellement par les cortèges internationaux. Les militantEs turcs et kurdes très nombreux comme chaque année, des délégations d'Amérique latine, du Sri Lanka, de Grèce, d'Espagne (avec une banderole de Podemos) qui confortent la vocation internationale du 1^{er} Mai. Un cortège également dynamique pour les sans-papiers, avec une émotion perceptible dans le contexte de la mortelle répétition des noyades en Méditerranée. Et des points fixes animés : pour la réintégration de Yann et contre l'emprisonnement de Gaëtan. Comme celui du NPA! En région, si seule Marseille a bénéficié du soleil, cela n'a pas suffi à booster les manifestantEs, au nombre de 5000, avec une délégation des femmes de ménage du ministère grec des Finances, des délégations de la SNCM, des Fralib et des mots d'ordre centrés sur les mobilisations contre les fermetures de sites et les licenciements. Et ailleurs, quelques centaines de courageuses et courageux, à Mulhouse, Nantes, Poitiers, Rouen, Ajaccio, Bastia, Bordeaux, Lyon, Grenoble, etc. Plus d'un millier à Strasbourg ou Toulouse qui se sont « mouillés » contre l'austérité, la politique de répression, notamment contre les immigrés et le mouvement social. Et pendant ce temps-là, la CFDT « déringardisait » le syndicalisme avec quelques centaines de jeunes rassemblés dans un Working Time Festival, près du bois de Vincennes...

De l'Europe anti-austérité...

Mais dans un certain nombre d'autres pays, les manifestations

ont été plus combatives. Au-delà des manifestations massives, mais plus ou moins « officielles », à Cuba, au Venezuela ou en Russie, les tensions sociales ont souvent provoqué des affrontements avec les forces de « l'ordre ». En Italie, la manifestation de Milan à l'occasion de l'ouverture de l'exposition universelle dénonçait les conditions d'exploitation des travailleurs de l'Expo, le gâchis de fonds publics et la corruption, et a été l'occasion d'affrontements avec la police. Au Portugal et en Espagne, des dizaines de milliers de manifestantEs contre l'austérité. En Grèce, 15 000 manifestantEs contre les exigences des « institutions » européennes, avec la participation du ministre des Finances Varoufakis. En Allemagne, plusieurs dizaines de milliers de manifestantEs et des affrontements avec les unités sociales de la police à Berlin.

En Turquie, la police avait bouclé la ville la veille au soir, avec des mesures de sécurité visant à empêcher les manifestantEs de se rassembler sur la place Taksim. Et la police anti-émeute a utilisé canons à eau et gaz lacrymogènes pour disperser les manifestantEs qui tentaient de s'y rendre. À Tunis, plusieurs milliers de manifestantEs à l'appel de l'UGTT : contre le gouvernement et la baisse des salaires, le refus de la terreur islamiste et la défense des libertés syndicales. Au Caire, plusieurs milliers à l'appel de la Fédération syndicale indépendante égyptienne, reprenant le mot d'ordre de la révolution de 2011 : « *Pain, liberté et justice sociale* ».

... aux Amériques en lutte

Au Mexique, au Chili, en Colombie, les manifestations de milliers de personnes contre la réforme du travail, la privatisation des systèmes éducatifs, la précarisation du travail, les bas salaires, ont donné lieu à de violents affrontements avec la police, avec plusieurs dizaines de blessés. De même aux États-Unis (Seattle, Portland, Denver, Austin, etc.),

des affrontements ont eu lieu lors de manifestations autour de revendications salariales ou en lien avec la situation à Baltimore. Aux Philippines, plus de 10 000 personnes ont manifesté à Manille et ont brûlé une effigie du président Benigno Aquino III pour protester contre les bas salaires et contre une loi permettant aux employeurs d'engager des ouvriers pour moins de six mois. En Corée du Sud, lors de la manifestation contre le gouvernement, des affrontements ont éclaté lorsque 2000 personnes, menées par des dizaines de membres de la famille des victimes du ferry Sewol (plus de 300 morts il y a un an) portant des gilets jaunes, ont tenté de forcer le passage à travers les barricades montées par la police anti-émeute.

En Iran, les menaces et les arrestations de nombreux militantEs convoqués par les « services de sûreté » ont réussi à faire du 1^{er} Mai une journée où le racisme d'État a déferlé dans les rues de la capitale, derrière des slogans dirigés contre les ouvriers afghans. Enfin, en Inde, plusieurs milliers de manifestantEs dans les rues d'Hyderabad, Calcutta ou Delhi.

Robert Pelletier

PETIT-QUEVILLY (76) L'usine Schneider fermée ?

Depuis deux semaines, les 85 salariéEs du site Schneider de la banlieue de Rouen, où l'on fabrique des transformateurs, sont inquiets : ils voient les serrures de l'usine changées, les bureaux vidés, la matière non commandée et le stock de transfos finis vidé en urgence...

Sur un site où le précédent PSE – pas encore terminé – a vu la suppression de 231 postes de travail, cette situation a conduit les élus CGT à adresser une lettre ouverte au préfet avec copie au directeur départemental du travail, au maire, à la députée. À leur demande, ils ont été reçus en urgence par le préfet vendredi 24 avril dans l'après-midi, et ont évidemment essayé d'obtenir des garanties sur la poursuite de l'activité du site.

Des salariéEs informés par courrier...

Mais surprise! Dans un courrier adressé par la députée PS Luce Pane à Ségolène Royal



DR

et à Emmanuel Macron, dont les élus ont reçu une copie, on peut lire que le préfet a déjà indiqué au maire de la commune la fermeture à brève échéance du site! Interrogée, Luce Pane, gênée aux entournures, n'a pas démenti. Ce courrier, affiché dans l'usine, a provoqué la colère

du personnel, qui avait pour une partie cru les promesses de la direction de maintien de l'emploi. Contraint de s'expliquer devant le personnel, le directeur de l'établissement a botté en touche... et réaffirmé qu'il se battait pour l'usine! Si malheureusement les rumeurs se confirment, cette

direction, qui depuis un an demande au personnel des efforts pour sauver le site, risque de subir le retour de bâton des promesses non tenues. Dans un bassin d'emploi touché, comme ailleurs, par des centaines de suppressions d'emplois, il va falloir que les ouvrierEs se battent fort pour conserver une activité pour EDF que Schneider veut délocaliser en Pologne.

La nécessaire convergence des luttes dans l'unité la plus large pour l'interdiction des licenciements est plus que jamais d'actualité dans l'agglomération rouennaise, et au-delà!

Correspondant

LOGEMENT

Place de la République, une première victoire

Décidément les épreuves de force sur des places font école. Cette fois encore le campement installé à Paris sur la place de la République par le DAL pour exiger du pouvoir qu'il réponde aux exigences des mal-logés a été payant. Des victoires, même partielles comme celle-ci, méritent qu'on s'y arrête.

En 2013 un campement du DAL s'était installé sur la même place (qui venait d'être rénovée) mais la confrontation avec la police avait été immédiate, et s'était prolongée... Une décision du tribunal administratif avait finalement annulé l'interdiction de

manifeste et l'installation du DAL était devenue une manifestation permanente autorisée. Avoir pu alors se maintenir avait été en soi un élément du succès. Cette fois-ci pas d'intervention policière, le pouvoir s'est bien gardé d'une nouvelle confrontation juridique qui aurait

FORD BLANQUEFORT (33) Entre désorganisation, pénibilité et emplois menacés

Fin avril, la majorité du Comité d'entreprise (CGT-CFTC) a décidé d'attaquer Ford en justice: la multinationale s'était engagée à maintenir 1000 emplois au minimum, promesse non respectée dans un contexte de danger permanent sur l'avenir de l'usine.

C'est la mobilisation des salariés qui avait poussé la multinationale à signer un accord en mai 2013 avec les pouvoirs publics (préfet, région, sous le contrôle du gouvernement) pour garantir notamment le maintien de 1000 emplois... en échange de quelques millions d'euros d'argent public.

Le fait est que 46 millions sont bien arrivés dans les poches de Ford (aides diverses). Par contre, l'effectif est aujourd'hui à 980 salariéEs et descend inexorablement (essentiellement par des départs en retraite). Ford avait officiellement abandonné les 1000 emplois en juillet 2014 sans que les pouvoirs publics réagissent: une nouvelle fois, l'argent est distribué au patronat sans contrôle et sans contrainte.

Mettre Ford au tribunal

Dans un contexte de résignation des salariéEs, il s'agit de trouver les moyens pour contraindre Ford à respecter son engagement largement médiatisé durant ces trois dernières années. Pour nous, le tribunal est un outil pour dénoncer et mettre la pression sur Ford, mais aussi sur les pouvoirs publics.

Nous dénonçons aussi le chantage patronal qui demande aux salariéEs de se serrer la ceinture parce que les temps sont durs. C'est faux. Il n'y a pas de crise pour Ford: plus de 40 milliards de dollars de bénéfices ces 5 dernières années, les dividendes des actionnaires sont en augmentation de 20% en 2014, les revenus des dirigeants sont énormes... Et malgré ce qu'on nous raconte, le marché automobile mondial est stable. Ford profite d'une situation sociale très dure pour imposer chantage à l'emploi et dégradation des conditions de travail. Les coûts sont réduits au maximum, ce qui se traduit par une chasse au prétendu sureffectif. Tout est calculé au rabais (formations, amélioration des postes de travail...) et la pénibilité augmente.

La désorganisation patronale...

La direction a même réussi à désorganiser le travail, n'arrivant pas à démarrer un nouveau produit tant elle a investi au minimum. C'est la panique: une équipe de «champions» internationaux fordien (Espagne, Belgique, Allemagne, Amérique) est mise en place

pour se sortir du pétrin. Des dirigeants de Ford Europe viennent même au chevet du secteur malade. Spectaculaire. Et aujourd'hui, des intérimaires (une cinquantaine) sont recrutés pour rattraper le retard. Incroyable d'inconséquence et de contradiction!

Discréditée et déstabilisée, la direction donne même raison à la CGT qui critique sa logique de rentabilité. Elle sent bien que sa marge de manœuvre est réduite car le mécontentement des collègues est bien là: contre les heures supplémentaires et les jours fériés travaillés, contre la flexibilité, les conditions de travail dégradées, les pressions diverses...

Mais il manque sans doute la goutte de trop pour que ça déborde et bascule vers une nouvelle période de mobilisation. On le sait, pour stopper la politique catastrophique de Ford, il faut changer le rapport de forces. En



Samedi 4 octobre 2014, quand les salariés de Ford Blanquefort débarquaient au Mondial de l'Automobile pour défendre leurs emplois. Photothèque Rouge/JMB

attendant, avec l'attaque en justice de Ford comme avec l'ensemble du travail fait par l'équipe militante CGT, on espère y contribuer. **Philippe Poutou**

SNCF Il faut supprimer les passages à niveau, pas les emplois!

Le 21 avril dernier, un train heurtait un convoi routier exceptionnel de machines agricoles au passage à niveau de la gare de Nangis (77) à une soixantaine de kilomètres au sud-est de Paris.

L'accident qui a provoqué plusieurs dizaines de blessés, dont plusieurs graves, et la fermeture totale de la ligne pendant plusieurs jours, aurait pu avoir des conséquences encore plus dramatiques. Le train roulait au moment du choc à 132km/h... Lorsque le camionneur s'est rendu compte qu'il était bloqué au passage à niveau, il a tenté de rejoindre l'agent circulation... mais le poste de celui-ci a été supprimé depuis le 1^{er} janvier 2015!

Les syndicats (CGT, Sud Rail et CFDT) avaient protesté au moment de cette «réorganisation» contraire à la sécurité: l'agent circulation connaît les procédures nécessaires pour arrêter et retenir les circulations en cas d'accident. Mais pour la direction, bien que consciente du délai allongé dans les procédures de sécurité, le «risque calculé» (c'est comme ça qu'ils parlent!) était suffisamment faible pour supprimer le poste...



... et la politique de la direction peut préparer les catastrophes. PHOTOTHÈQUE ROUGE/MILO

Le vrai bilan des «gains de productivité»

Voilà ou mène la politique de la direction: des milliers de suppressions de postes au mépris de la sécurité, 165 passages à niveau considérés comme dangereux (25 morts en 2014) mais qu'on ne supprime pas, 3425 kilomètres de lignes qui subissent

des ralentissements faute d'entretien suffisant du réseau, une dégradation continue du service rendu aux usagers et des conditions de travail qui se détériorent.

Par ailleurs, la gare de Nangis est située sur la ligne Paris-Troyes-Belfort, ligne toujours non électrifiée: l'argent est parti dans la construction du TGV-Est. Au final, la SNCF a fait une croix sur cette ligne (dans le cadre de la réforme ferroviaire, la SNCF pourrait supprimer de 7 000 à 15 000 kilomètres de lignes) allant jusqu'à programmer la fermeture de son Atelier de Romilly (du côté de Troyes) qui emploie encore 530 cheminotEs. Derrière l'accident de Nangis, c'est bien la politique de rentabilité de la SNCF qui est en accusation.

Correspondant

FINANCES PUBLIQUES (75)

Dans le nettoyage, patrons et État «voyous»!

Depuis 7 semaines, les salariéEs du nettoyage de la société TFN sont en grève pour leurs salaires et leurs conditions de travail (voir L'Anticapitaliste n°286). Mais cette multinationale, présente dans 16 pays, n'est pas le seul voyou dans l'affaire car le donneur d'ordre est ici les finances publiques, c'est-à-dire l'État.

L'es grévistes des 4 centres en grève ont dû attendre un mois avant que TFN accepte de négocier, mais à l'arrivée elle n'a concédé que des bricoles. Afin de faire pression, les grévistes ont cherché à rencontrer le donneur d'ordre, la préfecture de région et le «Service des achats de l'État» (SAE). Mais ce service leur a dit que cela ne relevait pas de ses compétences et les a renvoyés à la direction parisienne des finances publiques.

Pas si simple, car malgré les demandes répétées et des rassemblements devant le siège, cette direction a attendu 6 semaines de grève (!) avant de daigner recevoir une délégation. Mais elle a aussi fini par affirmer qu'elle était «impuissante», et a renvoyé les grévistes à la préfecture de région.

Pourtant, si l'administration voulait – ou avait le moindre intérêt! – à le faire, elle pourrait menacer TFN de ne pas renouveler le contrat. Et même sans attendre, une clause du contrat lui permettrait de le résilier tout de suite si la société «contrevient à la réglementation du travail». Et c'est ce qu'elle fait depuis des années: sur les heures complémentaires, le remboursement du pass navigo, l'accès à la formation professionnelle, sans parler de l'obligation de nettoyer 1 400 mètres carrés de bureaux ou jusqu'à 40 toilettes en 3 heures pour un salaire de misère...

Un courage exemplaire

Mais pour ces 23 grévistes, combien d'autres souffrent en silence? En rendant visite à d'autres centres des finances sur Paris, ils ont trouvé parfois des salariéEs tellement terrorisés qu'ils/elles n'osaient même pas leur parler de peur d'être mal vus. Et ce n'est pas qu'aux Finances que TFN sévit. La société a des contrats dans d'autres ministères, dont à Jeunesse et Sport, à l'Intérieur, et même chez le Premier ministre! Quand le gouvernement annonce les coupes budgétaires, les petits technocrates dans leurs bureaux sortent leurs calculatrices pour chiffrer la réduction des dépenses par secteur. Et au bout de la chaîne, c'est l'externalisation des services à des patrons voyous, des conditions de travail proches de l'esclavage, et des salaires qui permettent à peine de survivre. Voilà la grande œuvre de ce gouvernement de «gauche». La honte!

Ross Harrold

Pour soutenir les grévistes, chèques à l'ordre de «CGT solidarité grévistes» à l'adresse de la CGT Finances Publiques, 6 rue Sainte-Hyacinthe, 75042 Paris cedex 01.

tourné à la sanction, et le jugement de 2013 en faveur du DAL fait aujourd'hui jurisprudence. La certitude de la présence durable sur la place de l'installation et le contexte dramatique des bateaux surchargés coulant en Méditerranée ont poussé les pouvoirs publics à une négociation rapide.

Il a fallu tenir, mais les familles étaient très déterminées et avaient de bonnes raisons de l'être: 250 familles prioritaires DALO, c'est-à-dire reconnues par l'État comme prioritaires à l'accès au logement, et pourtant obligées de passer nuit et jour sur une place parisienne pour faire reconnaître ce droit; 19 expulsés d'un immeuble de Boulogne-sur-Seine, mis à la rue sans hébergement le 1^{er} avril et qui sont venus à République; 43 mineurs étrangers isolés (MIE) déjà en lutte depuis plusieurs mois pour la reconnaissance de leurs droits dans le cadre de la protection de l'enfance

et pourtant à la rue. 312 familles, mineurs isolés et sans-abri, se sont donc relayés sur (la) place depuis le 31 mars... et ont démonté leur installation le 24 avril après une négociation positive! Un accord a été signé avec la préfet de région garantissant l'hébergement pour toutes et tous, le logement progressif pour les familles DALO. Et le soir même, 26 mineurs étaient hébergés dans deux centres de la région parisienne.

Une expérience précieuse

Il faut revenir sur la situation des MIE car leur combat n'est vraiment pas fini. Depuis 4 mois, ils sont en lutte pour la prise en charge de leurs besoins (hébergement, scolarité, santé, etc.) par l'Aide sociale à l'enfance (ASE) dépendant de la mairie de Paris. L'ASE, par le biais de la PAOMIE (Permanence d'accueil et d'orientation pour les mineurs isolés étrangers) puis de

la justice, leur refusait ce droit élémentaire garanti pourtant par la loi, contestant leur minorité: entretien – en fait interrogatoire – par des non-professionnels, tests osseux discriminatoires et non fiables, expertise documentaire invalidant systématiquement tous les documents...

En 4 mois, de nombreuses actions ont été faites par ces MIE soutenus par le collectif 127 (rassemblant organisations associatives, politiques): occupation de la PAOMIE le 25 février, rassemblements hebdomadaires, cortège lors de grandes manifestations, campement de 12 jours devant la PAOMIE, pour finalement rejoindre le campement de République. Les 43 MIE ont donc gagné une première victoire: l'hébergement pour tous. Mais après, comment s'assurer de la durée de cet hébergement, et que les promesses sur la scolarisation soient tenues? Une seule possibilité: le maintien d'un engagement

des jeunes et d'un collectif de soutien fort, pour continuer à faire pression sur les acteurs publics. Et les autres, les nouveaux MIE en train d'arriver devant la PAOMIE, ou ceux qui n'étaient pas dans la lutte? Et les milliers de MIE en France?

Des luttes ont eut lieu à Toulouse, Rouen, Grenoble, menée par les jeunes, des collectifs de soutien, des professionnels du secteur comme les éducateurs. La victoire parisienne permet peut-être d'envisager une mise en commun des expériences respectives pour forcer l'État, la mairie de Paris et les conseils généraux, à respecter la loi!



Place de la République, tout un symbole... DR

Plus largement, pour l'ensemble des mallogés, cette victoire doit résonner comme la possibilité d'engager une lutte globale pour le droit au logement. En particulier, l'expérience acquise par le DAL est dans cet objectif particulièrement précieuse. **JMB et Stan Miller**



Les comités en action !

Angoulême (16) Philippe Poutou en réunion publique. Mercredi 29 avril, 25 personnes ont participé à la réunion avec Philippe. Nous avons tout d'abord présenté nos interventions, depuis les élections municipales, le soutien à la Palestine, les grèves de Leroy-Somer et Schneider... Une camarade impliquée dans la lutte des écoles est ensuite intervenue. Puis nous avons donné la parole à Philippe.



DR

Son topo a porté sur la situation sociale, la politique du gouvernement en faveur du patronat, les difficultés du monde du travail et la nécessité d'y opposer une politique anticapitaliste. Même si l'heure semble être à « la résignation », il y a « plein de petits villages gaulois et on est persuadés qu'il faut regrouper ces forces militantes », a-t-il expliqué, ajoutant que « la situation peut déboucher sur des changements ». Et, à partir de ça, « le NPA peut se reconstruire » ! Dans le débat qui a suivi, la question de la « 6^e République » a été posée. Nous avons échangé sur le système démocratique qui pourrait permettre aux travailleurEs d'exercer leur contrôle sur l'économie, d'imposer la justice sociale. Car au nom des diverses républiques, les guerres coloniales, la répression des peuples, ont pu être menées... Ce n'est donc pas un problème de numéro, mais bien de contenu politique ! D'autres questions ont aussi été abordées : le rôle de la violence pour changer la société ; l'internationalisme ; la question des Scop, avec le témoignage d'un camarade qui travaille dans l'une d'elles ; le blocage des salaires ; les licenciements ; les logiciels libres... Un débat intéressant qui s'est terminé au tour d'un casse-croûte fraternel et revigorant.

Bourg-en-Bresse (01) Résister au Front national. Organisé par le comité local du NPA jeudi 30 avril, ce débat voulait rompre avec l'interprétation des médias, une interprétation ordonnancée autour de la saga de la famille Le Pen et qui décervelle auditeurs et lecteurs... L'auditoire aura été plutôt clairsemé – une quinzaine de personnes –, à l'image des mobilisations et de l'air du temps.



DR

Pourtant, les questions introduites par l'exposé de Bernard Schmid, militant antifasciste et membre de VISA, sont d'importance : quelle est la réalité sociale et militante du Front national ? Quel est son programme ? Sommes-nous à la veille de l'arrivée au pouvoir du FN ? Quelles sont les responsabilités de la gauche institutionnelle dans son ascension ? Et surtout cette progression continue est-elle résistible et à quelles conditions ?

Sur cette dernière question, aucune « recette magique » ne peut être assurée. Tous les intervenantEs ont fait part de leur inquiétude et de leur désarroi face à la situation politique. Pour les militantEs anti-extrême droite, il est urgent de récupérer le terrain perdu, de démontrer la dangerosité du programme économique frontiste en faveur des patrons, de favoriser et soutenir les

chaque semaine, chaque mois, nous développons des analyses de la situation nationale et internationale que l'on ne trouve pas ailleurs, nous rendons compte des résistances, des luttes, des mobilisations, que les grands médias passent souvent sous silence ou déforment, et nous cherchons à tracer des perspectives non seulement pour résister au quotidien mais aussi pour en finir définitivement avec les horreurs de cette société.

Sans prétendre avoir réponse à tout, nous avons néanmoins la faiblesse de penser que de plus en plus de gens autour de nous pourraient être intéressés, voire convaincus, par ce que nous avons à dire et à proposer. C'est pourquoi nous lançons une campagne nationale de diffusion, afin de faire connaître l'ensemble de notre presse à davantage de personnes, en particulier à toutes celles et ceux (et ils sont nombreux-ses !) que la situation pousse à s'interroger.

S'abonner, pourquoi ?

Si vous venez d'acheter ce numéro du journal et qu'il vous a plu – et plus encore si vous l'achetez régulièrement –, vous pouvez profiter de notre promotion d'essai de trois mois d'abonnement à l'hebdomadaire pour seulement 10 euros (voir le bulletin d'abonnement page 12). Ainsi vous recevrez chaque semaine à domicile un exemplaire du journal et le premier mois, un numéro de notre revue mensuelle afin de la découvrir. Nous ne possédons pas les millions d'euros des grands groupes de presse. Nos articles sont rédigés par les militantEs du NPA et pour l'international, souvent par des correspondantEs d'organisations politiques anticapitalistes. Si nous arrivons à vivre, à imprimer nos publications et à les envoyer à travers le pays, c'est grâce à l'argent des ventes, des abonnements, et au soutien financier du NPA, de ses militantEs, et de ses sympathisantEs. S'abonner – pour trois mois, et encore mieux avec un abonnement par prélèvement bancaire –, outre un accès régulier aux informations et aux analyses du NPA, c'est le moyen de soutenir notre presse, de nous aider à l'améliorer et à pouvoir la diffuser plus largement.

Contribuer et faire connaître

Nous n'avons pas les millions d'euros des grands médias, disions-nous, mais nous avons une autre richesse : les talents, l'énergie et les expériences de nos militantEs, mais aussi de nos sympathisantEs et lecteurEs. Si vous avez connaissance, directement ou indirectement, d'une lutte locale, d'un scandale que vous voulez dénoncer, ou si vous avez un point de vue à exprimer sur un de nos articles, n'hésitez pas à nous contacter, par

luttés des salariéEs, de combattre sans relâche toutes les formes de racisme, et de manifester sans faille notre solidarité internationale. En un mot de construire une alternative anticapitaliste.

Strasbourg (67) Après la manifestation, la fête !

Petite manifestation cette année, la pluie n'arrangeait pas nos affaires. Ni l'enthousiasme ni les foules n'étaient présents, mais il en faut plus pour décourager les militantEs prêts à battre le pavé. Pas question de céder à la morosité et à la démobilité : notre cortège a fait entendre son ras-le-bol du gouvernement Hollande, de la politique d'austérité en Europe, de la course au profit semant sur son passage la précarité... Des mots d'ordre qui nous animent toute l'année et

Diffusion de notre presse : répondre à une vraie demande

Pour des millions de personnes le système capitaliste et ses crises rendent la vie toujours plus insupportable mais face à la dérive sociale-libérale des partis de « gauche » et à la montée des extrêmes droites, comment inverser la vapeur ? Comment organiser la résistance ? Quelle type d'alternative construire ? Dans les pages de notre hebdomadaire et de notre revue mensuelle, ainsi que sur notre site, nous essayons d'y répondre...



Comme Malcolm X, lisez et faites connaître L'Anticapitaliste.

courrier, mail ou téléphone, pour qu'on puisse en faire part. Enfin, si vous appréciez notre presse, n'hésitez pas à la faire connaître autour de vous. Une fois que vous avez lu le journal, pourquoi ne pas le passer à unE collègue, à unE amiE ou encore mieux, profiter de l'offre spéciale à 10 euros pour faire un cadeau...

Améliorer encore

Depuis le lancement de *L'Anticapitaliste*, nous cherchons constamment à améliorer la qualité de notre presse. Avec le lancement de la nouvelle formule de l'hebdomadaire, nous avons introduit de nouvelles rubriques, tout en essayant de donner une plus grande place aux expériences et activités des comités du NPA. La revue continue à développer des analyses plus complètes, en particulier à travers ses dossiers. Enfin, avec une fréquentation en hausse, notre

site figure parmi les plus riches des organisations de la gauche radicale, grâce notamment aux articles du journal mais aussi de la revue, mais pas seulement. Il reste néanmoins beaucoup à faire. Nous souhaiterions disposer d'un système de presse et de communication encore plus riche, plus réactif, plus en phase avec les mouvements, et plus accessible. Cela passera forcément par un développement de la diffusion, par des ventes militantes mais aussi grâce à un socle important d'abonnéEs, garant, entre autres, d'un avenir financier plus solide. Face à un système de plus en plus barbare, nous sommes convaincuEs non seulement qu'il est primordial de faire connaître nos idées, mais qu'il existe pour elles une « demande » potentiellement importante. Aidez-nous à y répondre.

Ross Harrold

En campagne

1^{er} mai, un début prometteur

L'envie de lire la presse anticapitaliste militante existe.

Ce 1^{er} mai, nos efforts pour mieux y répondre ont été plutôt prometteurs. Ainsi, plusieurs centaines de journaux ont été diffusés aux comités du NPA en vue des manifestations, et dans plusieurs d'entre elles, par exemple à Rouen ou à Beauvais (ruptures de stock...), les ventes ont dépassé nos espérances. Cela ne peut que nous encourager à continuer.

L'Anticapitaliste la revue

Le n°65 est disponible



Vous pouvez vous le procurer en envoyant un chèque de 4 euros à l'ordre de NSPAC à :

L'Anticapitaliste,
2, rue Richard-Lenoir,
93108 Montreuil cedex.
Pour vous abonner, remplissez le formulaire page 12.

désaccords, nos divergences, on se réunit avant tout autour de ce que l'on a de commun. D'autant plus qu'il semble que l'on en ait encore pour quelques années à batailler ensemble...



DR

Cinéma et histoire

Le cinéma et les guerres du Vietnam

Les guerres d'Indochine et du Vietnam, menées par la France de 1945 à 1954, puis par les États-Unis de 1955 à 1975, ont suscité plus de 400 films¹. On trouve évidemment de tout dans cette énorme production cinématographique, aussi bien sur le plan des genres qui vont du drame intimiste à la comédie, que sur celui du contenu idéologique...

La production française soumise à l'idéologie colonialiste... et à la censure!

Si on laisse de côté les films nostalgiques du genre *Indochine* et les documentaires militants, les films français sont rarement critiques vis-à-vis de l'armée et du colonialisme. Le premier, *Patrouille sans espoir* de Claude Bernard-Aubert ne sortira d'ailleurs qu'après la guerre en 1955. Film de propagande qui montre les soldats français construisant des ponts et des écoles, il sera néanmoins censuré car considéré comme défaitiste, sa fin modifiée et son titre changé en *Patrouille de choc*. Il faudra attendre 1964 pour que sorte *la 317^e Section* de Pierre Schoendoerffer, ancien cameraman du service de propagande de l'armée, tout

comme Bernard-Aubert d'ailleurs. Avec davantage de talent que son prédécesseur, il chante lui aussi la gloire des «soldats perdus». Il récidivera en 1992 avec *Dien Bien Phu*, film tout aussi militariste mais qui critique le commandement et les politiciens pour avoir provoqué cette défaite par leurs erreurs, et qui ont abandonné les combattants. On peut citer aussi *les Centurions*, superproduction franco-américaine de Mark Robson, sorti en 1965 avec Alain Delon et Maurice Ronet, abonnés ensuite aux rôles de paras. Les Vietnamiens, puis les Algériens, y jouent le rôle dévolu habituellement aux Indiens dans les westerns... Fait significatif: tous les acteurs et figurants sont américains ou européens...

Signalons néanmoins la sortie en 2013 du téléfilm *Soldat blanc* de Éric Zonca² qui évoque le cas d'un jeune soldat, révolté par les massacres, qui va désertier et rejoindre le Vietminh. Il aura donc fallu soixante ans avant que le sujet ne soit abordé...

Un cinéma américain audacieux et subversif

À l'exception de deux films ultra militaristes tournés pendant le conflit, *Commando au Vietnam* de Marshall Thompson (1964) et *les Bérets verts* de John Wayne (1968), où les Vietnamiens occupent à nouveau la place des Indiens de western, le cinéma américain va exprimer l'hostilité à

cette guerre d'une grande partie de la population, notamment de la jeunesse, des artistes et des intellectuels. Ces films oscillent entre pacifisme et antimilitarisme, voire sympathie pour la lutte de libération.

L'œuvre la plus emblématique de cette époque est sans doute *Apocalypse now* de Francis Ford Coppola (1979), où l'on voit un officier illuminé devenir le dictateur sanguinaire d'une région perdue dans la jungle. Parmi les films les plus engagés, on peut aussi citer *Outrages* de Brian de Palma (1989) qui évoque le viol et le meurtre d'une prisonnière vietnamienne, et *Good morning Vietnam* de Barry Levinson (1987), dans lequel un animateur radio découvre les atrocités de la guerre. Considérés comme les films de guerre les plus réalistes, *Platoon* de Oliver Stone (1986), *Hamburger Hill* de John Irvin (1987) et *Full Metal Jacket* de Stanley Kubrick (1987) suscitèrent la colère des militaires et de violentes polémiques.

À côté des films traitant directement de la guerre, de nombreux autres aborderont ses séquelles, mais presque toujours d'un point de vue purement américano-centriste, tels *Voyage au bout de l'enfer* de Michael Cimino (1978) et le fameux *Rambo* de Ted Kotcheff (1982). L'ancien du Vietnam qui sombre dans l'alcoolisme, la drogue ou la délinquance, deviendra d'ailleurs un personnage récurrent du cinéma et de la littérature.



De son côté, le cinéma vietnamien a produit de très nombreux films patriotiques rarement diffusés dans le monde occidental, parmi lesquels on peut signaler une curiosité: *The Rebel*³ (2007), mélange de western et de films d'arts martiaux, qui se déroule dans les années trente. Certes, son réalisateur Charlie Nguyen n'est pas Sergio Leone, mais on y trouve quelques morceaux de bravoure, comme l'exploitation d'une mine par de féroces colons français. Un juste retour des choses.

Gérard Delteil

1 - Selon Michel Antony et le collectif auteur de *Guerre d'Indochine - Guerre du Vietnam et cinéma. Filmographie commentée* (juin 1999).

2 - Disponible en DVD.

3 - Disponible en DVD



Cinéma

Jauja de Lisandra Alonso

Avec Viggo Mortensen, Ghita Norby et Viilbjork Malling Agger. Sortie le mercredi 22 avril.

Un avant-poste reculé entre Pampa et Patagonie, en 1882, durant la prétendue «Conquête du désert» où est menée une campagne génocidaire contre la population indigène de la région. Les militaires pacificateurs traitent les Indiens de «cabezas de coco»...

Présenté à Cannes l'an dernier, le cinquième film de Lisandra Alonso raconte peut-être une histoire. Le cinéaste n'en est pas sûr. En tout cas, le capitaine Gunnar Dinesen (magnifique Viggo Mortensen) arrive du Danemark avec sa fille de 15 ans afin d'occuper un poste d'ingénieur dans l'armée argentine. Seule femme dans les environs, Ingeborg rêve de posséder un chien, met les hommes en émoi, et tombe amoureuse d'un jeune soldat avec qui elle s'enfuit dans le désert.



Le capitaine décide alors de s'enfoncer dans le territoire ennemi, où rôdent les indiens sauvages ainsi qu'un colonel légendaire viré chef de guerre et travesti. Travestie comme la réalité où le capitaine s'enfonce. Guidé par un chien à travers la sierra, tout basculera à travers une rencontre dépassant l'entendement dans une grotte de la sierra. Ingeborg devenue Wiilbjork se réveillera de nos jours dans une vaste demeure danoise entourée de forêts et tout semble recommencer...

Le film traite peut-être de la conquête du sud argentin et du génocide indien, de l'amour d'un père pour sa fille, mais il allie surtout les «noces de la beauté et du néant». Tourné en 35 millimètres et en format carré, Alonso enchaîne les plans somptueux où songes et mirages se succèdent. Viggo Mortensen hante ce film dont il a aussi signé la musique.

Sylvain Chardon

Annnonce

Festival Istrati

Du 15 au 17 mai, à la Librairie Quilombo (23 rue Voltaire Paris 11^e) et au CICP.



Les Éditions de l'Échappée organisent trois journées bien remplies autour de l'auteur roumain Panaït Istrati: concerts, débats, lectures, tables rondes, buffet grec et roumain, etc. Pour l'occasion, un journal de 8 pages avec des textes d'auteurs, de

libraires, de comédiens, explorant les multiples facettes de l'écrivain, est en ligne.

<http://www.librairie-quilombo.org/Festival-Istrati>

Essai

Parce qu'ils sont arméniens, Pinar Selek

Liana Levi, 2015, 10 euros

Pinar Selek est une sociologue et militante turque connue pour ses engagements au côté des militants kurdes et arméniens, ce qui lui a valu un séjour en prison et des poursuites judiciaires dont elle fait toujours l'objet. Mais dans cet essai où le politique se mêle à l'intime, Pinar Selek s'interroge sur les modes de résistance au régime militaire et sur la différence de traitement entre Turcs, même de gauche, et Arméniens en lutte pour leur droits à l'égalité.

Son récit relate son changement de perception sur les Arméniens, en tentant de démontrer méthodiquement les définitions dominantes qui leurs sont appliquées. Ainsi l'imaginaire turc à l'école kémaliste, où l'on inculque aux enfants que l'Arménien est intrinsèquement un terroriste qui met l'État en péril. Elle n'épargne pas non plus l'aveuglement d'une gauche pseudo-universaliste pour qui l'égalité se résout dans un «tous ensemble» qui se traduit par une négation de l'identité arménienne.

Ainsi, Pinar Selek met au jour une des problématiques cruciales de la construction de l'État Turc, à l'heure où, cent ans après le génocide des Arméniens de 1915, de très nombreux Turcs découvrent que leurs aïeux étaient des Arméniens. Rescapés des massacres, convertis de force à l'Islam, ils ont caché leur «arménité»

comme un secret de famille douloureux et dangereux. Trois générations plus tard, ces découvertes secouent la société turque et les fondements du négationnisme d'État. C'est contre ces coups portés par le génocide et la négation de l'autre que Pinar Selek s'indigne et réhabilite l'autre. Cet essai est une main tendue bien salutaire.

Les libraires de la Brèche et Mary Sonet



Exposition



60^e Salon de Montrouge

Du 5 mai au 3 juin au Beffroi à Montrouge (92)

Rendez-vous très attendu de la scène artistique de plus en plus européenne, le Salon de Montrouge est depuis 60 ans cette année le découvreur et promoteur de créateurs émergents. 60 exposants seulement pour marquer l'événement: néanmoins nul retour rétrospectif sur les brillantes découvertes du passé, mais comme tous ans de nouveaux talents à découvrir. Aucune exclusive: tous les sujets sont abordés, de l'intime au paysage et à la rue, tous les médias

représentés: de la toile au numérique, de la performance à l'œuvre collective, tous les styles proposés avec une présence très actuelle de la nouvelle peinture figurative: Marion Bataillard, Jean de Sagazan, Vincent Gautier, François Malingrey. Peinture encore avec l'invité d'honneur, Jean-Michel Alberola, en attendant son exposition personnelle en 2016 au Palais de Tokyo, enfin. Tremplin très recherché par les artistes, à l'issue d'une sélection exigeante par un Conseil critique

provenant du monde de l'art au sens large, c'est aussi une visibilité par un large public amateur ou professionnel (14 000 visiteurs l'an dernier), une médiatisation assurée, un accompagnement des artistes avant le salon, et un gage de suite. Au mois de mai et gratuit, c'est au Beffroi à Montrouge, ainsi que cette année dans divers lieux d'expositions, événements et soirées hors les murs, en association avec la Fondation Culture et Diversité. À ne pas rater.

Ugo Clerico

COMMANDEZ TOUS VOS LIVRES À LA

librairie
★ la-breche.com

27 rue Taine 75012 Paris

Tél.: 01 49 28 52 44

Fax: 01 49 28 52 43

www.la-breche.com
contact@la-breche.com

Horaires d'ouverture:

Lundi: 14 h - 20 h,

mardi au samedi:

12 h - 20 h



L'Anticapitaliste | Libre expression

“ Chercher les chemins d'une “pédagogie des opprimés” émancipatrice ”

Entretien. Enseignant en collège depuis 1995, **Grégory Chambat** est l'auteur de Pédagogie et révolution¹, Apprendre à désobéir² et de l'École des barricades³, mais aussi l'un des animateurs de la revue N'Autre École et de son site Questions de classe(s)⁴.



Tout d'abord, toi qui enseignes depuis maintenant une vingtaine d'années, comment juges-tu la politique scolaire du gouvernement ?

Je pourrais partir de la volonté politique, évidente pour tous, de saborder le service public d'éducation, entreprise à l'œuvre depuis plus de 20 ans. Mais je pense aussi à d'autres éléments, en particulier la permanence de pratiques et d'orientations dans une institution qui n'a de cesse de perpétuer et de perfectionner sa fonction de tri social, de reproduction et de légitimation des inégalités. En ce sens, ce que l'école réussit le mieux, c'est à se reproduire elle-même et donc aussi à reproduire la société telle qu'elle est.

Après avoir rallié le libéralisme dans les années 80, adopté le discours et la rhétorique sécuritaire à la fin des années 90, la gauche de gouvernement a aujourd'hui abandonné toute ambition de changer l'école, se permettant même de rétablir les cours de morale. Sur cette analyse, je renvoie à l'entretien accordé par Ruwen Ogien à la revue *N'Autre école* à propos de son livre *La guerre aux pauvres commence à l'école*.

On réduit souvent le caractère politique de la question scolaire aux problèmes budgétaires, évidemment très importants. Pourrais-tu préciser en quoi la pédagogie est aussi un combat politique ?

La pédagogie n'est pas un « supplément d'âme »... Contrairement à ce que dit le débat entre les républicains et les « pédagogues », l'enjeu n'est pas de choisir entre la pédagogie et l'absence de pédagogie, mais bien de montrer la cohérence entre les pratiques au quotidien, l'organisation et le fonctionnement des établissements et un projet social et politique. L'élitisme, la compétition de tous contre tous, l'évaluation permanente... ou le respect de l'autorité, autant de valeurs et de processus que le libéralisme et le système scolaire partagent depuis fort longtemps... si bien qu'on finit par ne plus trop savoir lequel des deux inspire l'autre ! Nos engagements militants et nos

pratiques pédagogiques ne devraient pas se dissocier mais se nourrir réciproquement. En ce sens, face à la conception « bancaire » du savoir, il nous faut, pour reprendre cette expression de Paulo Freire, chercher les chemins d'une « pédagogie des opprimés » émancipatrice.

Tu proposes dans plusieurs de tes livres un retour sur des militantEs et des auteurEs très divers qui ont tenté de faire émerger une pédagogie émancipatrice. Est-ce que l'on peut discerner un fil conducteur dans leurs réflexions et/ou dans les dispositifs éducatifs qu'ils ont, pour certainEs, mis en place ?

Au 19^e siècle, le mouvement ouvrier a porté une réflexion féconde sur l'éducation. La Première Internationale pose les bases d'un enseignement laïc, public et... intégral, que la Commune de Paris s'efforcera de mettre en œuvre. Si l'émancipation des travailleurs est l'œuvre des travailleurs eux-mêmes, ils se doivent parallèlement de penser et réaliser leur propre éducation. Face à l'école « pour le peuple », mise en place par Jules Ferry pour, dit-il, « clore l'ère des révolutions », il s'agit de mettre en place une éducation « du » et « par » le peuple, visant à la fois une émancipation individuelle et collective qui fait de l'élève non plus le spectateur de ses apprentissages – dans une posture « consomma-trice » – mais un acteur et un auteur de son éducation. Ce qui distingue cette pédagogie « sociale » d'autres expériences alternatives, c'est sa dimension collective, la coopération, son ancrage dans le milieu et sa volonté d'armer les dominés pour transformer le monde en le comprenant et de le comprendre pour le transformer.

L'école subit depuis de nombreuses années une offensive néolibérale. Face à cela, la tentation serait de s'en tenir à une stratégie de « défense de l'école républicaine ». Peux-tu nous dire en quoi cette stratégie ne permet pas de résister au rouleau compresseur néolibéral ?

S'il faut analyser et dénoncer ces projets libéraux – comme le font par exemple Christian Laval, Angélique del Rey ou Nico Hirtt – c'est, à mon avis, sans jamais perdre de vue pour quoi et pour qui nous nous battons. Déjà, dans les années 30, Freinet parlait d'une école « fille et servante du capitalisme ». Laisser le monopole de la contestation du système scolaire entre les seules mains des conservateurs et des ultralibéraux – souvent de connivence – serait la pire des défaites. Là où je me distinguerais peut-être des noms cités précédemment, c'est que je ne crois pas à une alliance entre les pédagogies alternatives et le libéralisme. C'est toujours en s'appuyant sur la frange la plus conservatrice que l'ultralibéralisme s'est imposé. Ce n'est ni dans le mouvement Freinet ni dans l'Éducation nouvelle qu'on doit chercher les fossoyeurs de l'école, mais plutôt du côté des éditorialistes réactionnaires dont les pamphlets contribuent à jeter la suspicion sur l'égalité (« l'égalitarisme »), la liberté (« le laxisme ») ou la démocratie (« le droit-de-l'hommeisme »). Gardons-nous du fantasme d'une société ou d'une école d'inspiration « libéral-libertaire » – analyse récurrente de l'extrême droite – quand l'heure est bien à un raidissement autoritaire que le traitement « scolaire » de l'affaire Charlie a clairement mis en évidence.

Tu parles dans plusieurs de tes textes des « réacs-publicains ». Pourrais-tu nous expliquer quel type de courant intellectuel et politique tu désignes par là et quel danger il fait peser sur l'école ?

À la fin des années 70, dans le sillage d'une « reconquête » idéologique et culturelle (cf. la Nouvelle droite), une série d'ouvrages dénoncent le « naufrage » de l'école imputé à l'esprit de 68. Débute alors une véritable contre-révolution scolaire où des transfuges de la gauche radicale trouvent un champ d'intervention médiatique. Dans une situation de crise économique, d'abandon des espérances révolutionnaires, de

massification scolaire, etc., il s'agit de défendre les privilèges de classe. Ils réactivent toute une phraséologie d'une violence incroyable, remettant au goût du jour la rhétorique de l'extrême droite qui, de Drumont à Le Pen en passant par Maurras et Pétain, s'est toujours intéressée à la question scolaire. Brighelli, qui vient de saluer le programme éducatif du FN ou qui analyse l'actuelle réforme des programmes d'histoire dans l'optique du « grand remplacement », illustre cette dérive inquiétante au service de l'ordre moral et d'une révolution conservatrice.

Depuis plusieurs mois, le FN tente d'implanter ses idées dans le milieu scolaire (notamment via le collectif Racine). Pourrais-tu nous dire en quoi consiste l'idéologie scolaire de l'extrême droite et indiquer quelques pistes pour résister à ce poison ?

Il y a de cela deux ans, le FN a lancé le collectif Racine, « les enseignants patriotes », une stratégie d'implantation qui n'a rien de nouveau pour l'extrême droite, mais qui bénéficie aujourd'hui d'un terrain déminé par la médiatisation des thèses les plus réactionnaires sur l'école. Ce collectif se contente de reprendre mot pour mot les analyses des Brighelli, Polony et autres Zemmour. Sur le site officiel de Marine Le Pen, les mots clés signalés pour son clip « Refonder l'école » parlent d'eux-mêmes : « Délinquance – École – Immigration – Savoir ». Cette entreprise de « séduction » peut porter ses fruits en jouant des peurs, en accusant ce qu'il est devenu à la mode d'appeler les « nouveaux arrivants » de détruire le système et la méritocratie avec la complicité des « pédagogistes »... Là encore, notre combat doit se mener aussi bien dans nos établissements qu'en dehors, pour une autre école dans une autre société.

Propos recueillis par Ugo Palheta

- 1 – Libertalia, 2011
- 2 – Libertalia, 2013, avec Laurence Biberfeld
- 3 – Libertalia, 2014
- 4 – www.questionsdeclasses.org

Vu ailleurs

L'OBS Le Plus **CHÈRE JULIETTE GRÉCO,**
C'est avec beaucoup d'émotion que je me permets d'écrire à la femme libre, la belle et immense artiste que vous êtes, que j'aime et que j'admire. C'est aussi avec étonnement et amertume que j'apprends votre décision de maintenir votre concert prévu le 4 mai en Israël dans le cadre de votre tournée d'adieux. (...) Ainsi, ni la nature profondément raciste de cet État, ni l'ethnocide pratiqué, ni la violence de l'occupation ne vous semblent des raisons suffisantes pour ne pas l'honorer par votre présence. (...) Votre intention annoncée de promouvoir le dialogue est certes généreuse, mais quand toute tentative de dialogue se transforme en demande de reddition, peut-on encore y croire ? (...) Juliette Gréco, ce que vous qualifiez de dialogue semble malheureusement s'apparenter au mieux à de la naïveté, sinon de la compromission. Dire que le boycott ne sert pas à grand-chose est une insulte aux militantEs anti-apartheid qui ont appliqué cette forme de résistance active et pacifique pour abattre le régime totalitaire de ségrégation en Afrique du Sud, tout en supportant la violence brutale de la répression. C'est le peuple palestinien opprimé lui-même, un peuple en lutte pour sa liberté qui, dans un appel au boycott culturel d'Israël lancé en 2004, demande aux artistes du monde entier dont vous faites partie de refuser de normaliser par des concerts en Israël une situation d'apartheid. (...) Boycott que vous pratiquez pourtant vous-même en refusant d'aller chanter dans les villes FN, ce dont nous ne pouvons que vous féliciter. Juliette Gréco, l'extrême droite est pourtant la même, quelle que soit la langue qu'elle parle. (...) Votre place est au côté de celles et ceux qui affirment courageusement leur solidarité avec les peuples en lutte. Où serait le courage à se rendre dans une puissance coloniale – la plus longue occupation militaire de ce XX^e siècle – forte, surarmée, sans aucun scrupule à utiliser les artistes pour légitimer une politique de séparation, à faire comme si l'art était totalement déconnecté des sinistres réalités. Juliette Gréco, ne leur faites pas ce cadeau.

« Juliette Gréco donne un concert en Israël : une faute morale et politique », tribune de Gisèle Felhendler, le plus de l'Obs, vendredi 24 avril

L'Anticapitaliste

Pour découvrir notre presse, profitez de notre promotion d'essai : **10€ = 3 MOIS D'HEBDO** ainsi qu'un numéro cadeau de notre revue mensuelle

S'abonner par chèque, cochez la formule d'abonnement retenue et et renvoyez-nous le formulaire accompagné de votre règlement (**chèque à l'ordre de NSPAC**) à : NSPAC, 2 rue Richard-Lenoir - 93108 Montreuil Cedex

FRANCE ET DOM-TOM			
Tarif standard	Jeunes/chômeurs/précaires		
Hebdo <input type="checkbox"/> 6 mois 28 €	<input type="checkbox"/> 1 an 56 €	<input type="checkbox"/> 6 mois 20 €	<input type="checkbox"/> 1 an 40 €
Mensuel <input type="checkbox"/> 6 mois 22 €	<input type="checkbox"/> 1 an 44 €		
Hebdo + Mensuel <input type="checkbox"/> 6 mois 50 €	<input type="checkbox"/> 1 an 100 €	<input type="checkbox"/> 6 mois 38 €	<input type="checkbox"/> 1 an 76 €
Promotion d'essai Hebdo + 1 Mensuel offert		<input type="checkbox"/> 3 mois 10 €	

ÉTRANGER
Joindre la diffusion au 01-48-70-42-31 ou par mail : diffusion.presse@npa2009.org

S'abonner par prélèvement automatique, cochez la formule de prélèvement retenue et renvoyez-nous le formulaire accompagné d'un RIB à : NSPAC, 2 rue Richard-Lenoir - 93108 Montreuil Cedex

Tarif standard		Jeunes/chômeurs/précaires	
Hebdo <input type="checkbox"/> 14 € par trimestre	Hebdo + Mensuel <input type="checkbox"/> 25 € par trimestre	Hebdo <input type="checkbox"/> 10 € par trimestre	Hebdo + Mensuel <input type="checkbox"/> 19 € par trimestre

Titulaire du compte à débiter
Nom : Prénom :
Adresse : Ville :
Code postal :
Mail :

Désignation du compte à débiter
IBAN :
BIC :

Mandat de prélèvement SEPA
En signant ce formulaire, vous autorisez NSPAC à envoyer des instructions à votre banque pour débiter votre compte, conformément aux instructions. Vous bénéficiez du droit d'être remboursé par votre banque selon les conditions décrites dans la convention que vous avez passée avec celle-ci. Une demande de remboursement doit être présentée dans les huit semaines suivant la date de débit de votre compte pour un prélèvement autorisé.
Numéro ICS : FR43222554755

Date : Signature obligatoire :
www.npa2009.org